

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 486, 1,50 F
JEUDI 25 FEVRIER 1971



**Les lycéens
ont
montré la voie**

Au sommaire

Palestine

A Koweït, vient de se tenir un symposium international sur la Palestine. Serge Mallet y représentait notre Parti. On lira, en page 10, des extraits du discours qu'il a prononcé à cette occasion.

O.R.T.F.

Pour le téléspectateur moyen, la grève de « certaines catégories de personnel » a un côté éternel car il n'est pas véritablement informé des motivations du mouvement en cours. Il ignore que c'est à une véritable liquidation de l'Office que le gouvernement est en train de procéder. Nous retraçons, en page 8, les différentes étapes du conflit... vieux de plus de six ans !

Vosges

Les travailleurs immigrés sont victimes d'un racket particulièrement odieux, écrivions-nous la semaine dernière. Après Nice et la Côte-d'Or, c'est dans les Vosges cette semaine que nous avons été chercher un nouvel exemple (page 7).

Franche-Comté

Dans les trois secteurs dominants de la région (textile synthétique, horlogerie, télécommunications), la modernisation va bon train. Mais elle s'accompagne de suppressions d'emploi. Aux travailleurs de la région, il ne reste que la lutte (page 5).

Meurthe-et-Moselle

Voulez-vous savoir avec quelles armes se bat un patron « moderniste », ami de J.-J. S.-S. ? L'exemple de Permal est éclairant : les mêmes armes sont utilisées (page 6).

Lycées

On savait déjà que la normalisation de Guichard se heurtait à des difficultés réelles chez les lycéens et que leur combativité n'attendait qu'un prétexte pour éclater. C'est ce qui s'est produit à travers le cas du procès Guiot. Gérard Féran explique comment cette action a été possible, comment elle a modifié profondément la structure du mouvement lycéen, mais aussi les limites mêmes de cette action (page 15).

Courrier des lecteurs

Construction d'un parti révolutionnaire. — Des militants du Nord — Pas-de-Calais du P.S.U. s'inquiètent de la rupture des négociations avec le P.C. au niveau national à propos des élections municipales et du processus de regroupement L.O. — Ligue « entraînant pour le P.S.U. le danger de se replier sur lui-même et de se donner l'illusion sectaire de pouvoir à lui seul construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire ». Ces camarades du Nord — Pas-de-Calais insistent sur les difficultés, pour que le P.S.U. poursuive la voie tracée au Conseil de Rouen, dans les trois directions suivantes : 1. Politique de front unique avec le P.C. sur les problèmes de la lutte offensive et défensive contre le capitalisme. 2. Relance des discussions et des actions communes avec les groupes révolutionnaires. 3. Ouverture de l'élaboration du programme d'action à des camarades ouvriers/paysans non adhérents. Ils demandent enfin au P.S.U. de s'associer à la rédaction et à la diffusion d'un journal ouvrier de masse.

« Il appartient au mouvement révolutionnaire et singulièrement au P.S.U., d'élaborer, sur les bases du socialisme scientifique définies par Marx et Lénine et en tenant compte de la réalité existant dans les pays développés, une théorie révolutionnaire pour aujourd'hui. En même temps, il faut définir un nouvel humanisme adapté à la période de construction du socialisme. Songeons à l'effet mobilisateur qu'aurait sur les masses une telle perspective, popularisée sous forme de manifeste ». (J. Olivier — Fontenay-aux-Roses).

Les relations P.C./P.S.U. — « Depuis Mai 1968, le P.C.F. et la C.G.T. dans leurs publications et déclarations respectives, n'ont cessé de dénigrer le mouvement révolutionnaire français en général, et le P.S.U. en particulier... Mais leur hostilité croissante à l'égard de tout ce qui est rouge ne se limite pas aux déclarations verbales ou écrites. Elle se manifeste dans l'action même, au sein des entreprises, comme sur la voie publique, et elle aboutit, dans certains cas, à une collaboration objective avec la répression patronale et policière... Persister à s'associer à eux, ne serait-ce que dans le cadre d'une manifestation ou d'une motion sur un objectif apparemment commun (comme l'affaire de Burgos), c'est prolonger l'agonie de nos « relations » dans l'ambiguïté et l'humiliation... Quelles que soient nos concessions présentes et à venir, à l'égard du P.C.F., il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de contrepartie. Dans un rapport de forces qui ne changera pas du jour au lendemain, le P.S.U. ne saurait être pour le P.C.F. qu'une « force d'appoint » utilisable en certaines circonstances et assignée à résidence dans un secteur d'influence bien délimité. » (Section de Lutterbach-Pfastatt — Haut-Rhin).

« Les agents du fisc en lutte » (réaction de la section P.S.U. de Riom à la suite de l'article de J. Christian — « T.S. » n° 478) : «... La relation de la grève décidée par le personnel de la direction générale des impôts est assez correcte. Toutefois, il eût été utile de souligner qu'un nouvel état d'esprit apparaît chez les fonctionnaires des impôts : ceux-ci commencent à prendre conscience du mépris manifesté à leur égard par leur direction générale. Ceci était le motif le plus profond de la grève. Il est exact que les responsables syndicaux ne semblent pas l'avoir compris assez clairement. Deux remarques s'imposent : 1. Fallait-il pour autant présenter les syndicats en cause comme des organisations vendues au système capitaliste ? Certes, il y a beaucoup à dire à ce sujet et beaucoup de critiques à émettre. Cela revient à prendre le risque de casser l'action syndicale. Il serait plus astucieux et plus efficace de provoquer la réflexion et la discussion pour ramener le syndicalisme à son véritable rôle contestataire et révolutionnaire. 2. Était-il utile d'injurier grossièrement les agents du fisc ? Certains sont réactionnaires. Quelques-uns se laissent acheter par intérêts ou par peur. C'est vrai. Mais les plus nombreux cherchent à faire consciencieusement leur travail et sont écœurés par l'injustice fiscale à laquelle ils ne peuvent opposer qu'un faible obstacle. Ceci est encore un des motifs du mécontentement qui s'est manifesté.

Les fonctionnaires du fisc sont intégrés au système. C'est encore vrai. On peut en dire autant de n'importe quel cadre ou ouvrier du secteur privé, puisqu'il contribue à fournir les profits, donc à entretenir la puissance du patronat. Alors, là encore, aidons les uns et les autres à mieux prendre conscience de l'exploitation capitaliste. Peut-être était-ce le sens de l'article de « T.S. » ? Mais le ton et les termes employés font trop facilement penser à une condamnation globale des agents du fisc ».

Rapport P.S.U./Syndicats. — Bernard Tilocca de Merlebach, nous écrit : « Etant militant P.S.U. et en même temps militant F.O. dans le secteur charbon en Moselle, je me pose souvent la question à savoir si « T.S. » n'est pas un organe de propagande pour la C.F.D.T. et de dénigrement soit envers la C.G.T. mais surtout envers F.O. (je te fais remarquer que dans le secteur la majeure partie des adhérents au P.S.U. sont F.O. et les camarades C.F.D.T. sont plutôt centre démocrate et seulement une minorité sont au P.S.U.).

« Tribune Socialiste » considère F.O. comme un syndicat intégré au système, or la forme la plus notoire d'intégration est sans doute l'intéressement et l'actionnariat des ouvriers au sein de l'entreprise.

Nous pouvons constater que jusqu'à présent la C.G.T. vient en tête par 260 accords signés, la C.F.D.T. 170, la C.G.C. cadre 150 et F.O. 120.

Quelle est donc l'organisation la plus intégrée ? »

Les lecteurs et leur journal. — La section de Chambéry suggère : « ... Les meilleures idées, mal expliquées, mal présentées — ou pas présentées du tout — tombent dans le vide, ou même provoquent des réactions fâcheuses ou des contresens dangereux. Exemples : couvertures des nos 476 et 477 de « T.S. », reproduisant des tableaux de Picasso et Goya. Reproduire le « Guernica » et « Les désastres de la guerre » pour illustrer le procès de Burgos, c'était une fameuse trouvaille. Or, cette réussite est en partie annulée parce qu'elle n'est pas expliquée. Un peu de pédagogie, que diable ! Croyez-vous donc que tous les adhérents et sympathisants connaissent ces tableaux ? Pensez-vous que la peinture moderne est immédiatement compréhensible pour tous ? Vous-même savez-vous le Basque ? Ce n'est pas notre cas en Savoie... »

René Andrieu, d'Albias (82) envoie pour le nouveau siège du Parti un prêt important... mais avec cette condition : ce prêt ne sera transformé en don que si « T.S. » est ramené à 12 pages ! « Je veux bien faire un effort pour le Parti, mais j'ai horreur du gaspillage. Et faire paraître « T.S. » sur 20 pages en est un ! Ne vous leurrez pas ! Un bulletin court est lu, un journal trop copieux n'est pas ouvert ». C'est vrai, mais pour un hebdomadaire, 20 pages ne nous semble pas exagéré.

A propos de l'Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires. — J.-L. Rochard, d'Elbeuf, « s'indigne » de la timidité avec laquelle le P.S.U. annonce l'O.J.T.R. Nous pensons que l'interview de Michèle Descolonges dans le n° 484 lui a montré que le P.S.U. ne considère pas « avec désinvolture » cette très intéressante initiative. □

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Fantasia chez les ploucs

Un film de Gérard Peruz avec
Lino Ventura, Mireille Darc,
Jean Yanne et la participation
de Jacques Dufilho

Les voies du relâchement

Henri Leclerc

Le défilé de centaines de magistrats dans les couloirs du Palais de Justice de Paris n'était pas seulement un spectacle sans précédents et quelque peu folklorique. C'était le défilé digne mais également lugubre d'un monde dépassé refusant de mourir. Pourtant, l'insulte n'est pas nouvelle : dans ses mémoires le général de Gaulle parle ainsi des magistrats : « Je les vois attachés avec conscience et avec distinction à leur exigent devoir, mais en proie à l'esprit d'une fin de siècle où les vents dominants sont ceux du relâchement et de la médiocrité. » Ces propos ne sont pas ceux d'un vulgaire Tomasini revendiquant sa bêtise pour excuser sa méchanceté, ces mots-là ont été véritablement pesés, mais ils n'ont donné lieu à aucune protestation ni à aucun démenti. C'est que si les juges savent le mépris dans lequel les tient un pouvoir politique, qui ne cesse pourtant de les utiliser, ils n'acceptent pas qu'on leur crache ouvertement au visage.

A vrai dire nous savons que l'indépendance du pouvoir judiciaire n'est qu'un leurre et que dans un monde où le profit est roi, l'homme aliéné, il n'est pas de vraie justice ; mais la « gaffe » de Tomasini et le défilé des magistrats montrent que ce monde est en crise et ne peut résoudre ses problèmes. Car la justice est rendue par des hommes. Ce sont des fonctionnaires, soumis pour le salaire et pour l'avancement aux décisions du pouvoir politique, mais dont l'Etat se plaint à dire qu'ils sont indépendants et gardiens des libertés individuelles. Le droit qu'ils appliquent, leur organisation hiérarchique, leur formation, tout fait des magistrats les plus purs représentants d'une bourgeoisie dépassée par les forces nouvelles du capitalisme moderne et sincèrement attachée aux principes du libéralisme. Ce dont le pouvoir a besoin ce n'est pas de magistrats qui s'empêtrent de formes et de dignité, c'est de magistrats qui frappent quand le pouvoir a besoin qu'ils frappent et qui cessent de frapper quand le pouvoir a besoin d'indulgence, et ce que Tomasini et de Gaulle reprochent aux magistrats c'est en définitive d'être les représentants d'une bourgeoisie libérale totalement dépassée, respectant encore des formes qui peuvent être les derniers remparts des libertés individuelles, et refusant une servilité trop visible.

Seulement, le pouvoir sait parfaitement jouer de ses propres contradictions : si Tomasini s'en est pris à la magistrature et à l'O.R.T.F. comme Marcellin s'en était pris à la presse, ce n'est ni par hasard ni par bêtise. Nous savons à quoi nous en tenir en ce qui concerne l'objectivité de la première chaîne de télévision et des moyens d'information en général ; nous n'avons tout de même pas oublié ni les condamnations à un an d'emprisonnement pour les distributeurs de tracts par la Cour de Sécurité de l'Etat, ni les très nombreuses condamnations prononcées en flagrant-délit ou devant la Cour d'appel sur accusations contradictoires et contredites d'agents de la force publique. Et dans le même temps que se développait le grand scandale de l'affaire Tomasini, se déroulait celui de l'affaire Gilles Guiot. Certes Gilles Guiot est aujourd'hui libre, mais le soir de son procès devant la Cour, la première chaîne de télévision, interrogeant sa famille, pouvait à la fois faire la preuve de son « indépendance » et du « merveilleux fonctionnement » des institutions judiciaires en célébrant cette libération. Paradoxalement, la Justice et la Télévision se lavaient des injures en faisant en définitive ce que le pouvoir désirait qu'elles fassent. Car l'affaire Tomasini et l'affaire Guiot avaient fait oublier bien des choses.

Faut-il rappeler que la manifestation du 9 février avait été organisée par le Secours Rouge pour soutenir le combat des détenus grévistes de la faim qui venaient de remporter une première victoire ? Faut-il rappeler la sauvagerie avec laquelle les manifestants furent matraqués ? Faut-il rappeler l'œil crevé et le visage défoncé de notre camarade Richard Deshayes ? Faut-il rappeler que Gilles Guiot n'est pas le seul à avoir été condamné en flagrant-délit après cette manifestation ? La magistrature, la première chaîne de télévision, la presse, se sont précipitées sur cette réalité : Gilles Guiot n'était pas un militant. Dès lors il s'agissait simplement d'une petite erreur de parcours. Gilles Guiot n'était pas acquitté parce qu'il n'avait pas frappé les agents mais parce qu'il n'était pas un militant. M. Tomasini pouvait faire des excuses, la justice et la presse pouvaient être

glorifiées pour leur sérénité et leur objectivité qui avaient permis de relâcher un innocent. Pendant ce temps d'autres militants pourrissent dans les prisons, ou souffrent sur leur lit d'hôpital. La grève des Batignolles continue. Les forces spéciales sont maintenues.

Sans doute, fallait-il l'affaire Tomasini et l'affaire Gilles Guiot pour faire oublier les Batignolles, Faulquemont, l'œil crevé de Richard Deshayes, les atteintes aux libertés et les brigades spéciales. Mais le pouvoir paye cher car il n'a pu éviter ni la révolte des juges défilant en colère, ni le calme des lycéens s'asseyant dans la rue, car s'il est vrai que ce pouvoir ne peut se maintenir qu'en accroissant chaque jour sa répression, il a besoin d'un pouvoir judiciaire et si les juges finissent par être ce qu'on a toujours fait croire qu'ils étaient, à savoir indépendants et gardiens des libertés publiques et individuelles, le pouvoir sera obligé de lutter contre ses juges et de détruire ce rempart formel de libéralisme dont M. Chaban-Delmas a besoin pour dissimuler le visage brutal de l'exploitation capitaliste, sous le masque aimable de la nouvelle société. Bien plus, après les brutalités du 9 février, le pouvoir a été obligé d'accepter les manifestations dans la rue, il a dû céder aux mouvements de masse qui se dressaient contre lui et le mouvement de masse n'a pas seulement été un mouvement de protestation contre la condamnation de Gilles Guiot l'innocent, il a été une campagne contre la brutalité de la police, contre la justice expéditive. Ces leçons ne seront pas perdues. Les contradictions entre la vieille bourgeoisie libérale tenant encore certains grands pans du pouvoir, et la bourgeoisie moderne, font vibrer la machine. Face à cela, la révolte populaire s'accroît et le mouvement de masse contre la répression s'organise. En menant le combat pour la défense des libertés démocratiques, en luttant pour la construction du Secours Rouge, c'est bien en ce sens que nous avons travaillé. La semaine qui vient de s'écouler, malgré la récupération, est une semaine importante pour le combat ouvrier. L'adversaire a montré ses faiblesses et nous avons fait un pas en avant. □

Sur le front des luttes

Anglet

La manufacture de chaussures Biarritz-Shoes vient de déposer son bilan. Les 850 travailleurs viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Il ne se trouve personne dans le monde capitaliste pour renflouer cette entreprise. Depuis plusieurs semaines les travailleurs ont manifesté pour tenter d'éviter cette fermeture. Ils viennent d'entamer le dernier combat : malgré la fermeture ils occupent l'usine, bien décidés à y demeurer jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.

Concarneau

La direction de La Française Maritime choisit ses syndicats. Pour elle seule la C.F.T. est représentative. Elle avait donc obtenu l'exclusivité de la présentation des candidats aux dernières élections du comité d'entreprise, repoussant la demande de la C.F.D.T. Celle-ci avait porté plainte et vient d'obtenir satisfaction. Les élections sont à refaire.

Batignolles

La lutte des travailleurs des Batignolles en est à sa sixième semaine. Après des manifestations imposantes à Nantes, après un grand mouvement de solidarité dans la région, le patronat pense le moment venu d'user le mouvement de grève. Dans ces circonstances tout doit être fait pour permettre aux grévistes de tenir et de remporter une victoire qui serait capitale pour toute la classe ouvrière.

Envoyez vos dons à : Jean Gautier C.C.P. Nantes 340866 avec mention « pour les grévistes de Batignolles ».

Chambéry

Le personnel de l'entreprise de constructions hydrauliques Ramus s'est mis en grève pour s'opposer à une décision du patronat. Celui-ci veut que les quatre semaines de congé soient prises d'un seul coup, alors que jusqu'à maintenant les travailleurs prenaient une semaine en hiver. □

Velizy

On ferme pour cause de prospérité

Jacques Morus

Anne-Marie Lefranc avait fait état dans ces mêmes colonnes (1), à la mi-décembre de l'an dernier, de l'inquiétude des travailleurs du département « Périphérique » de la C 21 (Compagnie Internationale pour l'Informatique) devant un transfert dont ils étaient menacés, transfert qui signifiait par ailleurs l'abandon du Plan Calcul « national ». Déjà à cette époque, une certaine agitation avait traversé l'entreprise de Vélizy.

Aujourd'hui, à l'heure de l'échéance du 1^{er} février, fixée pour le transfert, et alors qu'un contentieux portant sur la situation de 30 personnes n'a toujours pas trouvé de solution, les salariés ont choisi la lutte : une grève a éclaté mercredi 20 janvier.

Barvadages...

Ce n'est pas qu'entre temps les travailleurs soient restés inactifs. D'une part, une « commission de transfert » avait été mise en place pour trouver une solution aux cas litigieux : mais les syndicalistes savent bien les difficultés de ces négociations, lentes et confuses !

Par ailleurs, les syndicats étaient intervenus auprès de tous les groupes parlementaires pour attirer l'attention des élus sur l'état du Plan Calcul et l'extraordinaire gaspillage (oh, rassurez-vous : pas pour tout le monde...) des fonds publics. M. Gaston Defferre

a fait répondre qu'il mettait le dossier à l'étude... Seuls Waldeck L'Huillier, député communiste des Hauts-de-Seine et Michel Rocard, député P.S.U. des Yvelines, sont intervenus, en posant une question d'actualité au Premier Ministre. C'est François-Xavier Ortoli, ministre du Développement industriel, qui a répondu et l'on s'en doute, sur l'air de « Tout va très bien, Madame la Marquise... ». La majorité, comme il se doit, était restée silencieuse.

... et réalités

Depuis quelques semaines, dans de nombreuses assemblées par labos, plates-formes et bureaux, les représentants syndicaux faisaient au personnel, qui demeurait ainsi toujours informé, le compte rendu des positions de la direction lors des travaux de la commission de transfert.

La Commission avait pratiquement terminé ses travaux, lorsque sous la pression du personnel, la direction est contrainte de s'expliquer lors d'une nouvelle réunion, le jeudi 21 janvier à 9 heures.

Le personnel mécontent des propositions de la direction est aux portes de la salle et lorsque les négociateurs, sans beaucoup de résultats, s'apprêtent à en sortir, les manifestants les empêchent aux cris de « Négociez, négociez... ! »

Finalement, un compromis est trouvé et la direction se voit forcée de faire, lors d'une nouvelle réunion le vendredi, de nouvelles propositions. N'empêche qu'elle l'a échappé belle, et que, à Vélizy, il y avait de la séquestration dans l'air...

Les nouvelles propositions de la direction sont maigres : elles portent uniquement sur des indemnités kilométriques qui, en cas de transfert, seraient réparties selon un découpage en quatre zones... Il semble que les travailleurs ne soient pas prêts de s'en laisser compter ; la mobilisation est intense et la présence d'une moyenne de 220 personnes aux assemblées du personnel à midi, sur les 340 qui déjeunent à la cantine, témoigne de l'acuité de la lutte (2)...

A l'extérieur de l'entreprise...

La C 21 travaille pour le Plan Calcul et l'ensemble des contribuables qui « subventionnent » (3) cette firme, sont concernés par la question — les travailleurs de Vélizy le sentent bien.

Vendredi 22, une délégation s'est rendue à l'Hôtel Matignon, pour mettre le Premier ministre, comme on dit, « en face de ses responsabilités ». Mais le membre du cabinet compétent n'était pas là...

Le même jour, une manifestation était prévue devant la mairie de Véli-

zy, fief du député U.D.R. Robert Wagner, à l'appel des deux syndicats.

Enfin, des délégations sont allées informer les travailleurs des autres unités de la C 21 (Louveciennes, les Clayes-sous-Bois) pour les appeler à soutenir leur combat.

Deux niveaux de la lutte

Les revendications s'expriment pour l'instant à deux niveaux :

— d'une part, des augmentations de salaires et des indemnités de transferts, ce qui correspond aux aspirations immédiates des travailleurs. Mais qu'en sera-t-il dans un an, quand l'indemnité aura été dépensée et qu'il faudra néanmoins faire 35 kilomètres supplémentaires matin et soir ?

— d'autre part, une discussion souhaitée à un niveau plus élevé (ministère de tutelle, par exemple) portant sur un cahier complet prévoyant entre autres : les carrières, la retraite anticipée, « la formation générale et technique permanente », dans le cadre d'un protocole d'accord. Cette vision, plus « politique » et plus globale de la lutte, correspond au souci de répondre plus durablement — à une époque où les transferts se multiplient — aux intérêts à long terme de la classe ouvrière.

La C.G.T. met peut-être davantage l'accent sur le premier niveau et la C.F.D.T. sur le second, mais pour l'instant, les deux syndicats agissent dans l'unité.

L'importance de l'enjeu, la proximité de l'échéance, le fait aussi que l'on soit à la veille d'un renouvellement du Comité d'établissement, compliquent un peu les choses... Mais elles n'ont pas l'air de devoir s'arrêter là : affaire à suivre.

(1) Cf. « Tribune Socialiste » n° 476 du 10-12-1970, page 7.

(2) Au moment où nous écrivons ces lignes, il est trop tôt pour tirer les conclusions d'une lutte encore en cours. Nous faisons pour l'instant un « état de la question » et nous tiendrons les lecteurs de « T.S. » au courant.

(3) La presse faisait récemment état de nouvelles subventions ou prêts de l'Etat de la C 21.

Franche - Comté

Emploi dégradé

On aurait envie de rire, si ce n'était la vie des travailleurs et de leurs familles qui est dramatiquement concernée, en lisant la prose des technocrates du ministère de l'Équipement. Ces « économistes distingués » prévoient dans un document régional, une certaine difficulté à combler une pénurie de main-d'œuvre (1.500 postes par an) d'ici à 1975.

La conférence de presse de la C.F.D.T. a rétabli la vérité à partir de la réalité des entreprises privées et publiques dans trois domaines : Textile synthétique (Rhodiaceta), Horlogerie, Télécommunications.

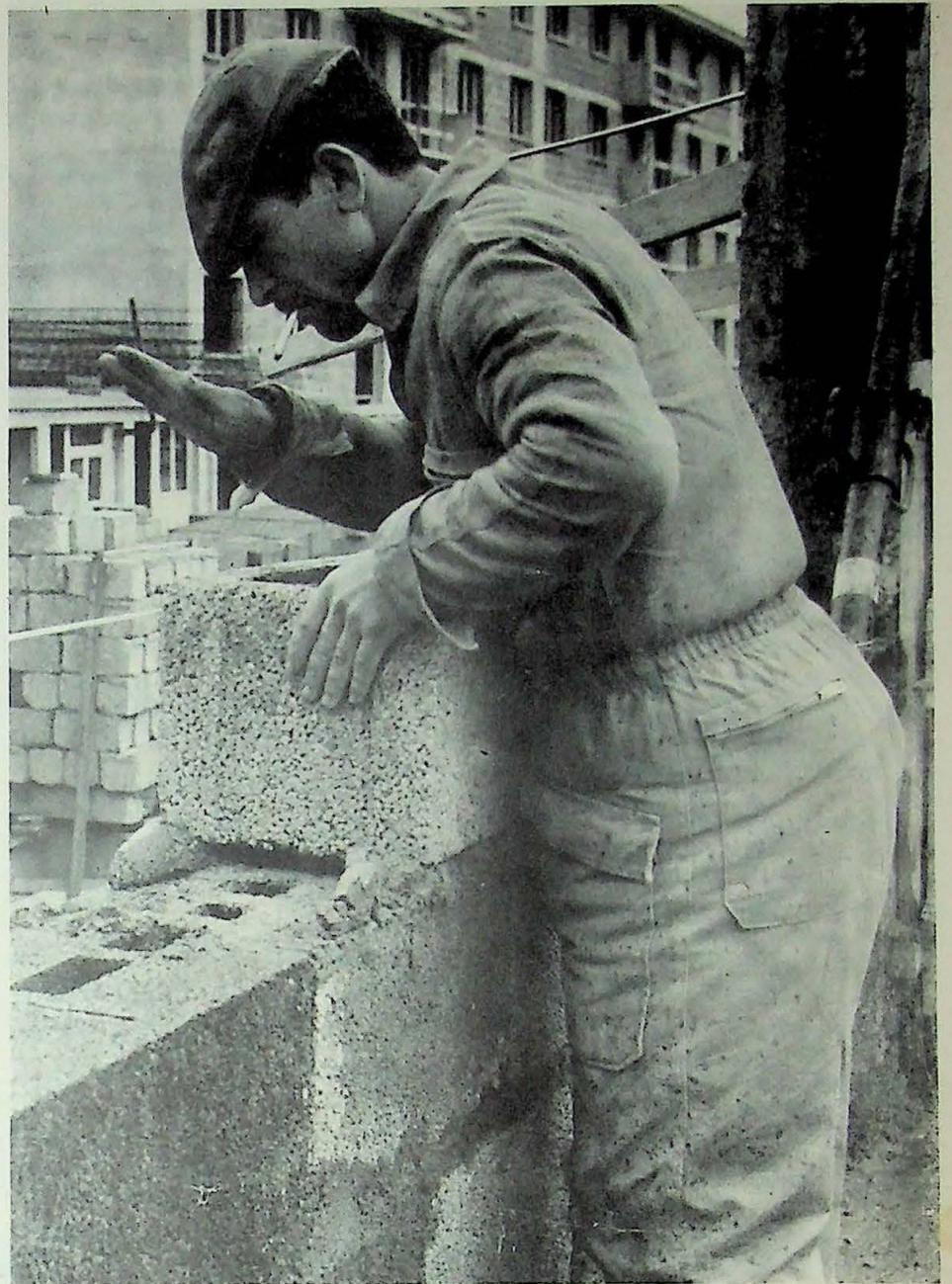
Rhodiaceta : production, profits, chômage.

Filiale de Rhône-Poulenc (5^e entreprise chimique européenne),

Rhodiaceta emploie aujourd'hui 11.584 personnes (31-8-70).

Sous prétexte de réorganisation, Rhône-Poulenc a prévu la fusion de ses différentes filiales textiles (Rhodia, Norsynthex, C.T.A., Rhovyl) en vue d'une augmentation de production en synthétique aux dépens des textiles cellulosiques (rayonne).

À Besançon, cela doit se traduire dans les quatre années à venir par une augmentation de 50 % de la production et une réduction d'effectifs de 600 personnes (dont 191 en 1971). Il s'agit pour le trust d'uniformiser les conditions de salaires après la fusion sans qu'il ne lui en coûte rien. Il faut donc effectuer une compression de personnel. Pour être complet, signalons qu'entre 1939 et 1970 le revenu de portefeuille du groupe est passé



Collombert

de 128.000.000 à 200.000.000 de francs actuels (lettre d'information aux actionnaires du 14-10-70).

Horlogerie

Industrie de précision, « spécialité comtoise » l'horlogerie subit en ce moment une évolution critique. Le passage sous contrôle de firmes multinationales (Ebauches S.A. pour Lip, US Timex pour Kelton) et l'exemple de la suppression de GERBER à Pontarlier (contrôlé par Nestlé) est encore frais dans la mémoire. À l'heure actuelle, les entreprises étrangères contrôlent 22 entreprises françaises réalisant 40 pour cent du chiffre d'affaires de l'horlogerie française.

Il existe paraît-il, un plan pour l'horlogerie française. Quelles garanties d'emploi contient-il ? Nul ne le sait, et les exemples récents de modernisation n'encouragent pas à la confiance.

Télécommunications

Ici encore, modernisation va de pair avec rentabilisation et insécurité d'emploi. L'automatisation du réseau d'ici 1976 laisse prévoir 500 suppressions d'emploi sur 626 à l'heure actuelle.

Face à tous ces dangers, la vigilance ouvrière commence à se manifester comme l'a montré la grève du 12 février à Rhodia Besançon. Face au capitalisme et son État, seule la lutte paie. □

Clermont-Ferrand

Lutte exemplaire

La S.C.P.C. (Société centrale de plastique et de caoutchouc) est située dans la zone industrielle de Cournon, près de Clermont. Personnel : 160 personnes environ. Grosse majorité de femmes. Cadres et maîtrise : 16 personnes. S.C.P.C. appartient au groupe Desjonquères-Kerplas qui a été racheté par Saint-Gobain.

Causes de mécontentement

Bas salaires : Pour la majorité 3,65 à 3,91 de l'heure et primes « à la tête du client ».

Coefficient	Salaire horaire
100	de 3,65 à 3,67
115	3,76 à 3,81
118	3,85 à 3,91

Chômage partiel le dernier trimestre 1970 : samedi chômé et non payé. Puis on embauche en janvier pour remplacer le personnel absent (30 personnes malades). ➡➡

Boîte mal gérée, où même les conditions de sécurité les plus élémentaires ne sont pas respectées (pas de sorties de secours de 6 heures du soir à 7 heures le matin, dans une usine de plastique !).

Les délégués du personnel et du C.E. ont, depuis plusieurs mois, dénoncé ces faits dans les réunions avec la direction, par tracts, panneaux d'affichage et prises de paroles.

La répression patronale

Entraves aux fonctions des délégués (on empêche le personnel de se faire accompagner par un délégué lorsqu'il est appelé par un chef).

Brimades, insultes de la part des chefs.

La direction monte un syndicat jaune dit « indépendant » : la C.F.T., composé de quelques cadres et ouvrières. Il reste très minoritaire grâce au travail d'explication et d'information fait par les militants C.F.D.T.

Voici ce que disent les ouvriers C.F.T. : on leur a dit « Prenez votre carte C.F.T. ; à votre âge, il vaut mieux se tenir tranquille ; on ne trouve pas facilement du travail ». En dehors de quelques cadres, personne ne vote C.F.T. par conviction...

L'action des travailleurs

La grève avec occupation d'usine entamée depuis le lundi 15 février à l'appel de la C.F.D.T. et de

la C.G.T. a été suivie par la quasi-totalité des horaires.

Les revendications :

— 0,50 F de l'heure pour tous ;

— 20 % de majoration pour le travail de nuit ;

— Libertés syndicales : pas d'entraves aux fonctions de D.P. ;

— une heure d'information payée par mois.

Les réactions du patron et les ripostes des travailleurs

Le patron déclare d'abord : « grève illégale » ; « entrave à la liberté du travail » ; « prétention des grévistes exorbitantes » : il va fermer l'usine. Les cadres C.F.T. font faire un constat d'huissier « Les gens ne peuvent pas pénétrer dans l'usine ».

Cette contre-proposition est jugée ridicule par la totalité des grévistes.

Il intervient auprès des transports Giron pour annuler le transport du personnel venant de Clermont. Ceci pour empêcher les travailleurs de venir occuper l'usine, au complet ; et ainsi pour pouvoir dénoncer « une poignée d'agitateurs » qui empêchent « la majorité de travailler ». **Mais les grévistes s'organisent et assurent le transport du personnel (voitures-navette).**

Un communiqué de la direction (presse locale et Télé-Auvergne) pour appeler les travailleurs qui veulent travailler à écrire à la di-

rection. Le comité de grève dénonce cette manœuvre et répond **que tout le monde veut travailler**, mais à condition que les satisfactions soient données.

Refus de discuter tant que dure la grève. Les équipes du matin, de l'après-midi et de la nuit décident à l'unanimité de poursuivre le mouvement jusqu'à l'aboutissement complet des revendications. Les grévistes pensent même faire tourner l'usine à leur profit, pour montrer qu'ils peuvent travailler sans la clique de « cadres-flics ». Mais comme il s'agit d'une production qu'il est difficile de vendre à la population (flaconnage plastique) ils abandonnent cette idée.

La presse locale au service de la bourgeoisie reste, bien sûr, muette sur cette grève et les communiqués syndicaux. Le lundi 22 le patronat refuse toujours de discuter. (Il exige la reprise du travail préalable).

Le comité de grève de la S.C.P.C. fait appel à tous les travailleurs et étudiants et toutes les organisations pour soutenir l'action des travailleurs en lutte, par pétitions, délégations, collectes, manifestations, grèves, etc.

Les collectes sont à verser au C.C.P. suivant :

U.D. C.F.D.T. CLERMONT 607-44 avec la mention « S.C.P.C. »

Dès à présent, des collectes ont été organisées par le P.S.U. et le Secours Rouge. □

(1) C.F.D.T. très nettement majoritaire, section montée en juillet 1970 devant les carences de certains délégués C.G.T. 65 % des voix. C.G.T. 20 % et C.F.D.T. 15 %.

Maxéville

Les ouvriers séquestrent-ils ?

L'usine s'appelle Permail. Située dans la proche banlieue de Nancy, cette boîte produit du bois baké-lisé. Les 400 travailleurs l'avaient déjà occupée en mai 1968 (C.F.D.T. majoritaire). Face à un patron favorable à l'intégration syndicale, se présentant comme « moderniste » (ami de J.-J. S.S.), les ouvriers ont toujours répondu par la lutte de classe.

Les ouvriers de Maxéville revendiquaient une augmentation de salaire de 3,5 % au 1^{er} janvier, indexée sur la hausse des prix. Le patron refusa. Dès le vendredi 5 février, des débrayages par atelier débutèrent pour obliger le patron à négocier.

La direction a jeté bas le masque du réformisme. Elle fait afficher une note injurieuse menaçant de lock-out l'usine si les débrayages continuaient à désorganiser la production.

Le lundi 8, les travailleurs se mettent en grève et occupent l'usine. Les patrons et les cadres C.G.C. répliquent qu'ils ont toute la nuit

pour négocier. Les ouvriers prennent au mot et attendent toute la nuit pour négocier.

Pendant ce temps le P.-D.G. Schwartz téléphone à « l'Est Républicain » qu'il est « séquestré ». La provocation était évidente. Un car de police se rangea devant la boîte. Mais les travailleurs ne cédèrent pas à cette provocation, aux insultes des cadres, aux manœuvres pour faire intervenir la police. Les négociations ont été finalement acceptées. Le patronat a cédé.

Ce conflit mené contre un patron « moderniste » a permis de mobiliser les travailleurs dans des assemblées générales d'information et de décision.

L'interprétation donnée par la presse à ce conflit a bien sûr été archi-fausse. Il est utile de savoir que J.-J. S.S. dans « l'Express » du 14-2, attaque violemment le responsable C.F.D.T., Troglie, pour défendre son ami P.-D.G. de Permail. Le journal du groupe P.S.U. de l'entreprise « Unité », a dénoncé les manœuvres de J.-J. S.S.

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. 325-00-09.

Ski à Meije 2000 du 28 mars au 4 avril

Une petite station mais qui satisfait les meilleurs skieurs ; l'organisation collective de la vie dans le chalet (le ravitaillement et la cuisine sont faits en commun grâce aux sommes gérées par les participants) ; des discussions lors des veillées.

200 francs = séjour d'une semaine plus remontées mécaniques illimitées plus 2 h de cours de ski par jour.

Cheval en Haute Provence

Après des mois de travail, métro, boulot, dodo... Récupérer. Traverser la Haute-Provence, apprendre à connaître à travers les multiples contacts... et tout cela au cours de randonnées dans la région, la tente et les casseroles sur le cheval.

510 francs = séjour de deux semaines tout compris (cheval plus pension)

Découverte et Culture

Délégué régional Sud-Est : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai-1945 - Villeurbanne.

Union des travailleurs français et étrangers

De notre correspondant à Epinal

Depuis quelque temps, on note un grand nombre de conflits mettant aux prises nos camarades travailleurs immigrés avec le pouvoir patronal ; les grèves de chez RAPIDO, ou de FOUGEROLLES (à Roissy-en-France) en sont des exemples récents. En raison du nombre important de travailleurs concernés par ces conflits, des problèmes posés, les militants révolutionnaires se doivent d'y prêter une grande attention. C'est pourquoi nous nous arrêtons cette semaine sur la grève des établissements Manuest, d'autant plus symptomatique qu'elle a pour cadre une province française comme les Vosges. Les travailleurs immigrés ne sont pas victimes de l'exploitation seulement dans quelques métropoles industrielles ; leur lutte concerne fondamentalement l'ensemble des travailleurs.

Depuis plus d'une semaine les travailleurs de l'usine Manuest (fabrique de meubles) à Châtenois, dans les Vosges, sont en grève.

A l'origine du conflit : les conditions de vie des travailleurs et les manœuvres de la direction. La presque totalité des travailleurs de cette entreprise est constituée de travailleurs étrangers (Portugais — les plus nombreux — Marocains, Turcs, Tunisiens, Yougoslaves...); une partie d'entre eux est logée en H.L.M.; mais cent trente sont hébergés dans un vieux château du XVII^e siècle acheté par la direction et qui lui rapporte plus qu'un hôtel de luxe. Le terme de château ne doit pas tromper. Dans ce monument délabré les travailleurs sont logés dans des conditions identiques à celles des « foyers » de la région parisienne : dix à trente personnes par pièce, pas d'aération, pas de cantine, quelques armoires en fer pour tout meuble ; bref, une bonne affaire qui rapporte dix millions par an. C'est la décision du patron d'élever à 75 francs le prix de la pension qui est à l'origine immédiate du conflit.

Le mécontentement des travailleurs a encore été cristallisé par le fait que la direction a tenté d'acheter certains délégués, leur promettant, en échange de leur silence, une augmentation de traitement et une autorisation officielle de séjour.

La grève, d'abord limitée aux travailleurs étrangers logés au « château », s'est étendue à tout le personnel de l'entreprise, exception faite des cadres supérieurs.

Ce conflit est exemplaire sur trois points : ce sont les travailleurs immigrés qui mènent la grève ; celle-ci s'est déplacée du lieu d'habitation au lieu de production ; le personnel d'encadrement, français, s'est placé aux côtés des travailleurs étrangers.

La grève est menée par les travailleurs étrangers unis

Les travailleurs de cette entreprise regroupent sept ou huit nationalités. La direction a toujours essayé de faire jouer les rivalités entre elles, en particulier en leur versant des salaires différenciés. Elle doit aujourd'hui constater son échec. L'unité de tous les travailleurs contre la direction s'est faite dès le départ, en particulier par une démarche des travailleurs marocains vers les portugais (les plus nombreux et les mieux payés) ; les travailleurs logés en H.L.M. ont rejoint ceux du « château ». La direction y est aussi pour quelque chose. Un de ses adjoints a fait irruption dans un logement, pistolet au poing, pour obliger le « chef » des Portugais à aller travailler.

Pour la conduite de l'action, chaque nationalité a désigné son représentant, qui participe à toutes les négociations et discussions. Avant la grève, il n'y avait aucun syndicat dans l'entreprise ; seule la C.F.D.T. est intervenue au début du conflit. Les travailleurs s'y sont syndiqués massivement, tous ensemble, ce qui a grandement favorisé leur unité.

La grève s'est élargie du lieu d'habitation au lieu de production

Cette extension est fondée sur plusieurs éléments :

- Les mauvaises conditions de logement sont liées aux conditions de travail. Le logement en chambres est d'autant plus pénible que le travail est organisé sur plusieurs postes (les allées et venues empêchent le repos) et que l'entreprise n'a pas voulu faire les frais d'une cantine.

- Le prix de la pension est prélevé directement sur les salaires. La direction montre ainsi clairement qu'elle exploite en même temps sur les conditions de travail et de vie.

- L'augmentation des prix de la pension s'est faite au moment où la direction a diminué la durée journalière de travail à la suite de la modernisation de l'entreprise. La récupération était évidente

Le patron a tous pouvoirs pour fixer les travailleurs à l'entreprise : Châtenois n'est pas loin de Vittel où les salaires sont plus élevés et les conditions de vie moins mauvaises ; mais comme c'est le patron de Châtenois, M. Breuil, qui délivre en fait les autorisations de séjour et les permis de travail, comme il a passé un accord avec la direction de Vittel, les travailleurs ne peuvent pas changer d'entreprise.

Tous ces éléments sont à l'origine de la généralisation de la grève. Aujourd'hui les revendications portent à la fois sur les conditions de vie, les conditions de travail et les salaires, le paiement des journées de grève.

La population et le personnel d'encadrement sont solidaires des travailleurs étrangers

Lorsque la grève s'est généralisée, le personnel d'encadrement (techniciens et agents de maîtrise, mais pas les quatre ou cinq cadres supérieurs) s'est mis en grève sur ses propres revendications. Presque immédiatement la direction lui a accordé satisfaction, au moins sur de nombreux points (examen des qualifications, informations sur la marche de l'entreprise, suppression du pointage, embauche de l'épouse...). Elle voulait ainsi jouer d'une double

opposition : opposition de nationalité (mais les travailleurs étrangers disent n'avoir jamais été conscients de racisme de la part du personnel français), renforcée par l'opposition liée à la hiérarchie (les Français sont pratiquement tous dans le personnel d'encadrement. A l'inverse, les étrangers, peu qualifiés, en sont exclus). Malgré la signature d'un protocole d'accord entre la direction et le personnel d'encadrement, celui-ci a refusé de reprendre le travail tant que l'ensemble des ouvriers n'aurait pas obtenu satisfaction. Le fait mérite d'être noté au moment où, dans de nombreux conflits, le patron réussit à s'attacher ces catégories de personnel. L'opération « portes ouvertes » (visite du « château ») organisée par les travailleurs étrangers à leur intention a facilité cette solidarité.

Il en a été de même avec la population des villages environnants, choquée par les conditions de vie et de travail des étrangers alors que la direction se fait construire une villa luxueuse (avec maison chauffée pour le chien dans le jardin). Elle a manifesté concrètement, par une aide matérielle, sa solidarité avec les travailleurs, contre la direction.

En ce sens, ce mouvement montre que les bases de l'internationalisme prolétarien sont réelles et concrètes. Elles peuvent et doivent être développées. La dictature patronale et gouvernementale, le capitalisme impérialiste ont partout le même visage : à travers de telles actions chacun en prend conscience.

Comme disent les travailleurs de Châtenois :

Solidarité avec les travailleurs étrangers !

Union des travailleurs français et étrangers !

Mêmes patrons, même combat !

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 7

— Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, K. MARX	3,65 F
— Introduction à l'économie politique, R. LUXEMBURG	21,50 F
— L'Etat et la révolution, LENINE	3,20 F
— La théorie du matérialisme historique, N. BOUKHARINE	20,00 F
— La seconde guerre d'Indochine, W. BURCHETT ..	18,00 F
— L'Internationale Communiste, D. DESANTI	25,75 F
— La Comune, son budget, ses comptes, F. GIQUEL	19,00 F

Prix réel : 111,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

Le nouveau Mai

O.R.T.F. 176 corps de métier. 12.500 travailleurs. Un service public défini par un décret Peyrefitte de juin 1964. Grèves tournantes du personnel technique et administratif depuis janvier.

Ce mouvement, le téléspectateur n'aura pas toujours eu le temps de saisir son ampleur. Tout juste deux ou trois soirées de « programmes restreints ». Des questions de technique, aura-t-il pensé avant de se plonger dans le film laxatif de remplacement.

Le traumatisme, pourtant, est réel. Il se traduit, selon l'expression d'un syndicaliste, par « un climat de méfiance permanente de l'ensemble du personnel ». C'est le gouvernement qui en porte toute la responsabilité. Les travailleurs l'accusent de vouloir livrer l'Office au secteur privé, sacrifiant ainsi les problèmes humains et sociaux à la gestion technologique et à la recherche du profit.

Ils ont des raisons de se méfier. En 1964, malgré des engagements antérieurs, Peyrefitte, alors ministre de l'Information, modifie par décret le statut de l'Office. Plus de commissions paritaires...

Le personnel réagit, s'organise. Dès 1966, l'unité d'action est une chose concrète.

Il est représenté par trois syndicats : la **fédération des syndicats unifiés** (autonome) — dominé par le S.U.T. (techniciens) — regroupe 45 % aux dernières élections, mais aligne souvent ses positions sur le S.N.R.T. (C.G.T.), qui fait, lui, 27 % et se trouve bien implanté en milieu ouvrier, dans les secteurs de productions (Paris, Rennes, notamment) La C.F.D.T. est aussi présente. F.O. reste très faible, la C.F.T. fantôme a été exclue du comité d'entreprise.

Une crise latente existait déjà à l'Office (menace de licenciements, déplacements...). La publication du rapport Paye à l'été 1970 aggrave la situation. Les travailleurs prennent conscience d'une menace physique. La perspective de création d'un holding, c'est-à-dire de petites unités de fabrication (services) dominé par une société gestionnaire incontrôlable et irresponsable — perspective du rapport Paye — inquiète. Dans les services, les chefs se répartissent à tour de bras les unités de fabrication, réclament déjà le recrutement au premier degré (qui leur permettrait de licencier à volonté). « De l'établissement public, on passait à une pure gestion capitaliste. »

Amorcée à la rentrée 1970, la crise de confiance se concrétise en janvier 71. La direction semble ignorer des promesses antérieures sur l'augmentation des grilles salariales. Le S.U.T., le premier, engage la bataille. Mollement.

Plusieurs débrayages toutefois. La C.G.T. reprend l'action, met l'accent sur quarante licenciements à Lille. L'Intersyndicale se met d'accord sur une plate-forme acceptée à l'unanimité le 9 février par les assemblées générales. Une série de grèves tournantes commence. On se battra sur cinq points :

● **Réformes des structures et protection de l'emploi** : refus de la spécialisation des pools (maquilleuses, habilleuses, preneur de son), qui conduirait à une sous-qualification. Un cameraman, par exemple, ne doit pas dépendre d'une seule unité de fabrication (dramatique), mais avoir un travail diversifié (cameraman tout terrain) pour acquérir une meilleure compétence technique. Par ailleurs, l'introduction de l'automatisation dans les services des redevances entraînera, d'ici 1974, la reconversion de 500 agents. Un plan de compression et de recyclage est exigé.

● **Respect des engagements pris**, en matière salariale, par la direction, avec abandon de la notion fumeuse de masse salariale, dont « on ne sait jamais ce qu'elle recouvre ».

● **Application de l'échelle mobile des salaires**, qui garantira le pouvoir d'achat de toutes les catégories.

● **Suppression des disparités de zones**. L'abattement de zone de Rennes, par exemple, atteint 4 %.

● **Retour aux 40 heures par semaine**.

Ce mouvement traduit une polarisation de tous les mécontentements. La direction essaie de feinter, propose un calendrier de discussions, étalé jusqu'en juillet 1971, des priorités. Sous la pression de la base, les syndicats refusent : LES CINQ POINTS, TOUT DE SUITE, les grèves tournantes, habilement coordonnées, paralysent la production.

Vendredi 19, l'intersyndicale rencontre de Bresson. Les dirigeants syndicaux posent cinq questions précises sur les structures de l'office, les salaires, les rapports avec les agences extérieures (cinéma). Le 22, de Bresson répond par une lettre à l'Intersyndicale : nulle mention n'y est faite de la réforme des structures et des problèmes salariaux. La formulation, par ailleurs, reste volontairement imprécise.

En toile de fond de ce dossier se dessine la liquidation de l'Office et le problème des relations industrielles. Le gouvernement suit attentivement le conflit. Une victoire des travailleurs porterait un coup sérieux à sa politique d'abandon systématique du secteur public aux capitaux privés. S'il n'est pas encore politique dans ses formes, le conflit risque de le devenir à court terme. □

jeudi
25 février

POLITIQUE

Hebdo

numéro 21

- **Cuba : la révolution à la recherche d'un second souffle.**
Il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir
- **La longue marche des peuples d'Indochine.**
Cette guerre-là n'est pas près du « dernier quart d'heure ».
- **Le mirage d'une ville satellite : Les Ulis (Essonne).**
- **« Une ville c'est autre chose qu'un lit où dormir. »** A 25 kilomètres de Paris, le « Parly II » du pauvre.
- **La croisade contre la drogue.**
La drogue, ça n'existe pas ; il n'y a que des drogues.

ABONNEMENTS

France, un an : 100 F, six mois : 60 F
Abonnement couplé avec POLITIQUE AUJOURD'HUI, un an : 150 F
POLITIQUE HEBDO, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75 - PARIS 10^e
C.C.P. La Source 31-813-28

VIE

quotidienne

Le P.S.U. doit-il diffuser des contraceptifs ?

Michèle Descolonges

A la suite de l'article « Avortement-contraception », Michèle Descolonges a reçu plusieurs lettres. Les deux que nous publions ci-dessous, font état de désaccords sur les rôles respectifs de la contraception et de l'avortement.

« Dès le début, tu annonces la couleur en opposant, avec un simplisme digne de l'armée, les bonnes (celles qui figurent dans le tableau) et les mauvaises méthodes « par ailleurs inefficaces ». Ce faisant tu fais passer ton avis personnel pour des données scientifiques irréfutables (...).

Selon la Revue du Praticien (11-11-70) les chiffres prouvent que la distinction que tu fais entre méthodes efficaces et inefficaces est arbitraire et inexacte, puisque l'efficacité de la méthode des températures est voisine de celle des diaphragmes (...).

L'expression « libération de l'état de pondueuse » nous paraît bien triviale. Que dirais-tu si ta mère te disait : « Je regrette de t'avoir pondue ! » ?

Ce qui est plus grave, c'est que tu ne dis pas quels moyens pratiques les militants doivent employer pour informer les masses. Après avoir accusé l'Eglise d'« hypocrisie », le Planning de « paternalisme », et reproché à la M.N.E.F. son travail insuffisant, tu nous laisses à ton tour sur notre faim d'efficacité. Les seules propositions concrètes que tu fais sont :

1) D'informer les masses « des seuls moyens contraceptifs utilisables », c'est-à-dire, selon toi, les moyens artificiels. Il nous paraît bien préférable d'informer les masses de TOUS les moyens contraceptifs. Ceci pour deux raisons :

— C'est plus éducatif : on laisse à chaque couple le choix entre les différentes méthodes ;

— Cela touche un public plus large, comprenant les milieux qui refusent les méthodes non naturelles.

2) De « les diriger vers les médecins compétents ». D'accord, à ceci près que les gens n'ont pas besoin d'un militant pour les diriger vers un gynécologue. Ils sont, en général, capables d'en trouver un tout seul (...).

Pierre et Mathé Baudé.

« Votre article milite en faveur d'une réforme de la législation concernant l'avortement. Il postule la légalisation de l'avortement pour limiter ou, peut-être éliminer, les drames que provoquent les avortements clandestins.

Dans une visée à court terme, une réforme de la loi nous semble, en effet, indispensable pour les raisons mêmes que vous invoquez. Les schémas culturels d'une société caduque pèsent encore très lourds sur les structures mentales des Français (si l'on compare les réalisations obtenues dans d'autres pays).

Cependant, nous ne saurions, quant à nous, en rester à cette visée à court terme. Pour voir plus loin dans la visée à long terme, certaines phrases de votre article nous semblent mériter quelques interrogations : « Les femmes prolétaires et prolétarisées doivent pouvoir bénéficier d'avortements médicalement satisfaisants. » Si l'avortement légalisé est la seule réponse que nous apportons au problème de l'avortement, la loi que vous souhaitez ne ressemble-t-elle pas à un cadeau empoisonné à l'usage des milieux « prolétaires et prolétarisés » ? Ces milieux ne méritent-ils pas, en effet, de bénéficier avant tout des sécurités dont bénéficient des milieux mieux nantis qui se trouvent moins exposés à la nécessité de recourir à l'avortement ? « Nous devons lutter pour l'avortement légal, sans conditions octroyées, en menant une campagne d'explication. » Qu'entendez-vous donc par campagne d'explication ? Il nous semble, quant à nous, que cette campagne est bien insuffisante et qu'elle s'attaque aux effets d'un mal et non à ses causes. Pour nous, la réforme de la loi nous donne l'occasion de mener simultanément d'autres campagnes : campagnes d'information et de formation pour la contraception, campagne pour de nouvelles sécurités en faveur des plus déshérités et des plus isolés, campagne sociale généralisée, bref, une campagne qui ne se contente pas de résoudre le problème social causé par l'avortement par le seul avortement légal — ce qui reviendrait à laisser croire que l'on corrige un mal sans s'attaquer à ses racines.

Votre campagne à court terme semble cultiver un leurre pour les plus pauvres.

Equipe Nationale du Mouvement
« la Vie nouvelle ».

En fait le problème posé par Pat et M. Baudet se réduit à la question : est-ce qu'on utilise la contraception pour ne pas avoir d'enfants, auquel cas les méthodes d'abstinence sont suffisantes, ou bien la contraception est-elle le moyen d'avoir une vie sexuelle optimale, avec comme premier acquis des relations possibles tous les jours ?

P. et M. Baudet parlent de nature et de moyens naturels. En suivant les règles de la nature, on doit savoir que chaque rapport sexuel peut entraîner la conception. Or la nature, remaniée par les nécessités économiques, ne permet guère d'avoir plus de 5 ou 6 enfants dans la vie d'un couple. Ce qui voudrait dire qu'il ne faut avoir que 5 ou 6 rapports sexuels dans sa vie.

C'est évidemment absurde, mais en parlant de l'égalité du taux d'efficacité de la méthode des températures proche du diaphragme, nos camarades oublient seulement de spécifier qu'il y a peut-être le même taux d'échec, mais pas sur la même durée. Le taux est applicable sur la totalité du cycle en ce qui concerne le diaphragme, et sur 12 jours seulement pour la méthode des températures : pendant les 16 autres jours du cycle, il n'est plus question d'avoir de relations sexuelles !

C'est faire le jeu de la bourgeoisie que de parler de la contraception en termes de démographie, et d'économie. L'objectif que nous devons avoir est la libération de l'individu, qui passe par sa capacité intellectuelle psychique et matérielle de choisir. Nous n'utilisons pas la contraception contre les risques de fécondation, mais pour une vie sexuelle heureuse.

Aussi, lorsque je parle de libérer les femmes de leur état de pondueuses, c'est dans ce sens que je l'entends. Nous qui sommes des militants et militantes et voulons que les femmes participent activement à la lutte pour le socialisme, refuserions-nous aux femmes, qui, par leur état biologique, sont chargées de mener la reproduction à son terme, de maîtriser cette fonction reproductrice pour accéder à une vie sexuelle optimale ? Autant une femme peut être heureuse d'une maternité voulue, autant il s'agit d'une véritable calamité quand elle ne l'est pas (rappelez-vous qu'il y a en France 1.000.000 d'avortements pour 800.000 naissances — chiffres du Planning familial).

N'oublions pas qu'il y a un avortement clandestin par jour aux Chèques Postaux à Paris. C'est dire qu'il y a urgence, et qu'il ne s'agit ni de court, ni de long terme, comme le supposent les camarades de Vie Nouvelle. La législation contribuera à diminuer le nombre des avortements clandestins — l'expérience, de l'Etat de New York, en ce domaine, en fait foi.

Je pense que ces camarades ont lu l'article jusqu'au bout, et le dernier paragraphe rappelle que « dans le même temps (que nous luttons pour la légalisation de l'avortement) nous devons informer les masses des seuls moyens

contraceptifs utilisables et les diriger vers les médecins compétents ». Et remplacer « campagne d'explication » par « campagne sociale généralisée » tient du jeu de mots. S'il faut entendre par là, mener campagne contre le cadre de vie livré au capitalisme et toutes les formes d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie, le P.S.U. ne le fait-il pas déjà ?

La légalisation de l'avortement, est-ce donc un problème si effrayant qu'il faille le servir en sandwich pour que ça passe mieux ? Ce serait n'en faire qu'une recette honteuse : le contraire d'une libération.

On sait les difficultés psychologiques et morales qu'ont beaucoup de femmes à utiliser des moyens contraceptifs. Par contre, pour ces mêmes femmes l'avortement est une libération ; c'est aussi leur premier contact avec des militants (voir l'expérience du M.L.F. à Flins), auquel revient le rôle, après l'avortement, d'expliquer la contraception. Si, façonnés par une morale traditionnelle, des militants arrivent avec des contraceptifs, en tolérant, mais juste, l'avortement, ils manqueront leurs « objectifs ».

Alors que doivent proposer le P.S.U. et les militants ? Je reviens brièvement sur la M.N.E.F. pour donner la dernière phrase du paragraphe, qui avait sauté à l'imprimerie : « en tant que catalogue cette brochure doit être diffusée ». Sur le Planning familial il suffit de relire le paragraphe pour voir que j'en dis beaucoup plus de bien que le pensent P. et M. Baudet.

Quant au P.S.U., est-ce à lui de diffuser des contraceptifs ? Il y a deux niveaux, d'une part celui des militants en tant qu'individus et organisés dans des mouvements de masse, et d'autre part celui du parti. Il est du rôle du P.S.U. de mener campagne pour la légalisation de l'avortement, et de mettre cette question dans le programme d'action. Il n'est qu'à voir les positions de l'U.D.R. pour comprendre que le problème est politique, et que la droite s'en chargera si nous le lui laissons — mais avec quel contenu ?

Enfin, pour les militants, fournir des adresses n'est pas un problème de relevé de noms dans l'annuaire. Il s'agit d'abord d'adresses pour avorter — et répondre à cela est, vous le savez bien, illégal et fortement réprimé. Il s'agit plus simplement de fournir, pour la contraception, des adresses de gynécologues qui se définiront par leur absence de rapacité (certains demandent 600 F pour la pose d'un stérilet, y compris à des femmes qui n'ont jamais eu d'enfant, — ce qui peut être un acte criminel —, alors que le stérilet est posé à l'hôpital pour le prix d'une visite, et uniquement à des femmes qui ont déjà eu au moins un enfant), et par leur acceptation a priori de la vie sexuelle des individus qui vont les voir.

Bien entendu, les militants eux-mêmes devraient admettre que leur vie sexuelle entre pour beaucoup dans leur comportement social et militant. □

Vaincre ensemble le même adversaire

Serge Mallet

Nous ne sommes pas de ceux qui, drapés dans les principes, sont prêts à se battre par personne interposée jusqu'à la mort du dernier Palestinien ou du dernier Egyptien.

Mais nous disons aussi qu'aujourd'hui, les conseils de modération donnés à un peuple qui a le dos au mur constituent objectivement un affaiblissement de sa capacité de résistance, constituent objectivement une aide apportée à ses ennemis.

Sans doute les donneurs de leçons politiques, les auteurs de « plans de paix » sont souvent animés de bonnes intentions. Mais ils ont le tort de ne pas comprendre qu'une solution politique n'a jamais de valeur en soi, mais ne prend son sens que dans le contexte dans lequel elle est émise. Telle solution de compromis, envisageable lorsque la Résistance palestinienne apparaissait en pleine montée, bénéficiant de l'appui des peuples et des gouvernements arabes voisins, apparaîtrait aujourd'hui comme la défaite de la Résistance palestinienne, et de fait, elle le serait. Les auteurs de plans de paix s'appuient, qu'ils en aient ou non conscience, sur les mitrailleuses de Hussein.

De la bêtise israélienne...

C'est pourquoi, pour notre part, nous nous élevons et nous élèverons ici et dans notre pays, et dans toutes les arènes internationales où nous aurons le loisir d'intervenir, contre les pressions exercées à l'heure actuelle sous mille formes, des plus brutales aux plus insidieuses, pour la contraindre à ratifier sa condamnation à mort. **Le choix de sa stratégie politique comme militaire, appartient en propre à la Résistance palestinienne et à elle seule. Elle jouira dans son combat de notre soutien inconditionnel.**

Nous pensons d'ailleurs que toute solution « pacifique » qui passerait par-dessus la tête de la Résistance palestinienne, qui lui serait imposée par le jeu des accords de grandes ou de petites puissances serait une défaite considérable, non seulement pour la nation palestinienne, mais pour toutes les nations arabes.

C'est autour de la Résistance palestinienne que se cristallisent aujourd'hui les possibilités de mobiliser l'opinion internationale contre l'agression sioniste. Je regrette d'avoir à dire que nous contestons l'analyse faite ici hier par notre camarade Couland, représentant du Parti communiste français. S'il est vrai que la campagne diplomatique menée par la R.A.U., avec l'appui

de l'Union soviétique, a contribué à influencer les réserves manifestées par certaines sphères politiques à l'égard des prétentions « exagérées » du gouvernement israélien, il reste que l'opinion publique, les masses populaires de notre pays, ont commencé à douter du bien-fondé de la propagande sioniste — officielle et officieuse — lorsqu'elles ont découvert l'existence du peuple palestinien, lorsqu'elles ont vu, à travers son mouvement de résistance, s'affirmer l'identité nationale et l'autonomie politique et organisationnelle du peuple palestinien.

Notre soutien à la Résistance palestinienne n'a rien d'un soutien humaniste et désintéressé. Nous considérons que la lutte contre l'impérialisme est une condition nécessaire à la libération de notre peuple de ses exploiters et nous considérons la lutte des Palestiniens comme partie intégrante de la lutte anti-impérialiste. C'est en fonction de cette analyse que je voudrais éveiller votre attention sur le contexte général dans lequel s'inscrivent ces pourparlers diplomatiques.

Nous avons entendu, ici et ailleurs, certains amis tenter de nous convaincre de ce que, de toute façon, le gouvernement israélien refuserait les termes de la mission Jarring et du plan Rogers, s'obstinerait dans son entêtement chauvin et ferait par là même, la démonstration de sa volonté expansionniste. Il s'agit en somme pour les tenants de la solution politique de tout miser sur la bêtise de Mme Golda Meier et autres gérontes sociaux-démocrates qui gouvernent l'Etat d'Israël.

... à la "tête de pont" impérialiste

Mais ce que nos amis ne voient pas, c'est que, morceau par morceau, on est en train de nous faire avaler le plan de Moshe Dayan.

Moshe Dayan se veut, et est, le représentant de cette nouvelle bourgeoisie israélienne en train de se former.

La bourgeoisie technocratique israélienne n'a que faire des annexions territoriales. Elle est prête à y sacrifier y compris la fameuse « Loi du retour ». Elle n'a que faire de conquérir des territoires pour le recasement hypothétique de millions de juifs pauvres, chassés sans un sou de leurs pays achetés. La main-d'œuvre bon marché nécessaire à l'expansionnisme économique israélien, c'est dans les pays arabes qu'elle pense la trouver.

Le plan Dayan, repris par M. Kissinger sous une variante plus hypocrite, se fonde sur une compré-

hension plus claire de la nature actuelle de l'impérialisme.

Il se place dans une double perspective : la première est celle de la reconnaissance des zones d'influence respectives des deux super grands en Proche-Orient. Si en Europe la ligne de Yalta n'a jamais été mise en cause de Berlin à Athènes, le Moyen-Orient fait aujourd'hui l'objet d'un nouveau partage.

L'Egypte serait ainsi abandonnée provisoirement, espère-t-on, à la sphère d'influence soviétique, laissant ainsi à l'U.R.S.S. la possibilité de conserver un pied en Méditerranée orientale.

Par contre, la zone du Machrek, des ports pétroliers, aboutissement des pipe-lines aux gisements pétroliers d'Arabie, d'Irak et d'Iran, constituerait un grand axe horizontal d'influence américaine occidentale, débouchant sur la ceinture de bases aéronavales de l'Océan Indien. Israël cesserait, dans cette perspective, d'être cette « tête de pont » impérialiste si souvent dénoncée par les propagandes arabes, mais deviendrait bel et bien le centre principal d'une zone qui reste fondamentalement sous l'influence de l'impérialisme américain et de son allié britannique.

La clef de l'impérialisme secondaire

La deuxième est de faire jouer à l'Etat sioniste ce rôle d'« impérialisme secondaire » de l'impérialisme principal américain. Il ne s'agit pas là d'une situation particulière. A la phase brutale d'expansion de l'impérialisme américain, assurant seul le contrôle du monde, succède une phase plus élaborée dans laquelle l'impérialisme américain ayant drainé la quasi-totalité des capitaux productifs disponibles dans le monde, ayant concentré presque toute l'accumulation technico-scientifique de la planète, se voit contraint de déléguer ses fonctions secondaires à des centres subordonnés d'exploitation.

Le Congo de Mobutu, apparaît clairement en Afrique Centrale comme ce relais de l'impérialisme américain, comme l'Union Sud-africaine raciste en est le relais pour le sud du continent. Israël, qui n'a pas les moyens de se hausser au niveau des grandes puissances, peut par contre se poser avec des chances sérieuses en candidat à ce rôle pour le Moyen-Orient.

Certes, il s'agit là d'une vision à long terme dont sont bien incapables les vieux caciques sociaux-démocrates du Mapai, aussi dépourvus d'imagination que leurs collègues occidentaux et comme

Nous publions ici des extraits de l'intervention de Serge Mallet à Koweït où il représentait notre parti du 13 au 17 février dernier au second symposium international sur la Palestine. Les difficultés auxquelles se heurte la lutte de libération du peuple palestinien en ce moment donne à ce texte une très grande actualité.



D.R.

leur ami Guy Mollet hier, stupidement attachés à la **possession territoriale du sol**. Mais fatalement, c'est à la classe montante en Israël, cette bourgeoisie technocratique qui a trouvé en Moshe Dayan son expression politique, que reviendra le pouvoir à Jérusalem. Et pour elle, l'expansion économique et politique sur le Moyen-Orient tout entier, comme relais des capitaux productifs américains, n'implique nullement l'occupation militaire du sol.

La clef qui garantit les possibilités de cet expansionnisme économique, de cet élargissement de la sphère de pénétration du capitalisme israélien, en tant que relais du capitalisme américain, c'est précisément la liquidation de la Résistance palestinienne et l'établissement en Cisjordanie de cet Etat palestinien croupion, entièrement dominé économiquement et politiquement par l'Etat d'Israël, **mais** à travers lequel l'influence économique et politique israélienne pourra se déverser sur les pays voisins. Ainsi serait assurée la jonction entre la tête de pont israélienne, devenu pôle industriel et technicien de la zone d'influence impérialiste et les pays producteurs de pétrole base de l'infrastructure capitaliste dans le monde.

La réponse du peuple palestinien

En face de cette évolution virtuelle de la nature de l'Etat sioniste, évolution qui peut parfaitement prendre un visage de « gauche », voire celui d'une certaine « désionisation » — quelle peut-être la réponse du peuple palestinien et de ses éléments d'avant-garde ?

C'est naturellement à eux d'y répondre, mais comme nous sommes nous-mêmes concernés, on nous

permettra d'apporter à cette recherche quelques éléments de réflexion.

1) Tout d'abord, certes, réaliser l'unité politique et organisationnelle de la Résistance. Réaliser cette unité, cela veut dire en fait enfermer par avance dans cette unité les éléments instables de la bourgeoisie palestinienne qui pourraient être tentés par le rôle de courtiers que Dayan leur propose.

Nos camarades vietnamiens ont sur ce point une longue expérience positive.

2) Mais aussi, approfondir la formation politique des militants et du peuple tout entier en sortant du cadre étroit du conflit sionisme-arabisme, en restituant le phénomène sioniste dans sa réalité virtuelle d'aujourd'hui, en replaçant cette lutte beaucoup plus largement dans le contexte de la lutte anti-impérialiste.

3) Cela veut dire enfin, sortir du caractère exclusivement « arabe » des alliances possibles. La lutte anti-impérialisme au Moyen-Orient concerne directement tout autant le peuple grec, le peuple turc, le peuple iranien que les peuples arabes de cette région. L'impérialisme moderne n'établit pas ses réseaux de domination sur la base de critères ethniques ou confessionnels, mais sur celle de zones géographiques propres à une influence économique. Dans cette perspective, la Grèce, la Turquie et l'Iran font partie de la même zone de domination impérialiste dont l'Etat d'Israël est le principal centre.

C'est pourquoi nous regrettons d'ailleurs profondément que, contre leur désir, aient été empêchés de participer à ce Symposium les camarades de l'Union des Etudiants Iraniens, victimes d'une terrible répression, comme des militants pro-



A.F.P.

gressistes des émirats du Golfe et de l'Océan Indien qui affrontent les uns et les autres l'impérialisme américain dans leurs bases fondamentales — les centres pétroliers.

Cette absence nous semble l'illustration du caractère trop étroit donné à votre lutte.

Chers amis et camarades,

Notre soutien ne va pas, d'une façon abstraite et sentimentale, « au peuple palestinien » en général, il s'adresse directement aux organisations militantes et combattantes qui l'expriment. Qu'elles soient assurées de la continuité de nos efforts — parce que notre lutte est votre lutte, parce que votre victoire sur l'impérialisme, la libération de notre peuple et celle du vôtre sont liées, parce que nous avons le même adversaire : l'impérialisme mondial, le mode capitaliste d'exploitation des peuples !

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Les paysans à l'avant-garde

De notre correspondant particulier à Santiago du Chili, Michel Durant

Les campagnes ont toujours constitué un point stratégique de l'affrontement de classes en Amérique latine. La révolution urbaine est un bon exemple de cristallisation de la volonté de lutte pour la terre qui caractérise les masses paysannes, même si les théorisations de Guevara et de Debray ont pu paraître par la suite en recul (« foyers » guérilleros isolés

des masses paysannes, voire se défiant d'elles). Dans le même temps, le thème de la « réforme agraire » devient une arme de la bourgeoisie latino-américaine dans sa tentative, à partir des années soixante, d'élargir sa base électorale vers certains secteurs de la petite paysannerie, mystifiés par la propagande moderniste et anti-communiste ; il s'agissait également pour les industriels et commerçants, tant latino-américains qu'impérialistes puisque l'interpénétration est croissante, d'élargir les bases du marché interne tant de biens de capital (machines agricoles, tracteurs, camions, etc.) que tout simplement de produits de consommation courante, grâce à une relative élévation du niveau de vie.

Prises de terre et déplacements de clôture

La prétendue « réforme agraire » du gouvernement chilien présidé par le démocrate-chrétien Eduardo Frei est très représentative de cette nouvelle politique de la bourgeoisie : par biais de l'expropriation d'un certain nombre de grands domaines, contre « juste rémunération » du propriétaire bien sûr, en distribuant des terres sans faire de petites propriétés individuelles à une couche privilégiée de paysans capables de rassembler le capital nécessaire à l'exploitation. Cette réforme aux principes foncièrement bourgeois (cf. l'exemple de la bourgeoisie française fractionnant les grands domaines seigneuriaux ou cléricaux en 1791-93) fut, de plus, soigneusement édulcorée et déformée dans son application : bon nombre de propriétaires fonciers appartenant au parti démocrate chrétien s'en servirent pour se débarrasser à bon prix de la partie de leurs terres de la plus mauvaise qualité, tandis que la fraction ultra-réactionnaire de la bourgeoisie agricole jouait sur le compromis politique au sommet, nécessaire à la survie du gouvernement Frei pour interdire l'application de la réforme dans son secteur.

L'échec de la solution réformiste dans les campagnes chiliennes laissait la voie entièrement libre pour l'expérience révolutionnaire, et ceci juste au moment où arrive au pouvoir le gouvernement populaire d'Allende. L'agitation latente dans les campagnes du Sud (Cautin) depuis le début de l'année 1971 reçoit un véritable coup de fouet avec la victoire électorale de l'U.P. Mais en même temps, la radicalisation paysanne provoque un durcissement en sens contraire de la bourgeoisie agricole, des grands propriétaires fonciers d'extrême droite, un des noyaux les plus durs de la conspiration réactionnaire contre le gouvernement Allende. C'est dire que

les campagnes chiliennes où la lutte des classes prend un tour de plus en plus aigu deviennent un des ferments du processus révolutionnaire chilien.

Depuis six mois, l'agitation agraire apparaît principalement concentrée dans la province de Cautin qui, avec ses 500.000 habitants vivant sur 18.000 km², constitue une des principales régions agricoles du pays. Deux grandes forces sociales jouent un rôle révolutionnaire.

D'une part, les indiens Mapuches qui, au nombre de 250.000, vivent sur des terres quasi incultes depuis qu'ils ont été dépossédés des bonnes terres du fond des vallées au début du siècle par les colons allemands, espagnols ou chiliens venus du Nord.

D'autre part, les ouvriers agricoles obligés de vendre leur force de travail aux propriétaires de fundos (grands domaines) dans des conditions d'exploitation à peine croyables.

L'arrivée au pouvoir de l'Unité Populaire a permis à la révolte sociale de prendre une tournure concrète, avec deux formes principales de lutte :

— Les « prises de terre » (ou « occupations de terre », mais je préfère traduire « tomas de tierra » de façon littérale car cela traduit bien le fait qu'il ne saurait être question de la rendre après un processus de négociation) par les ouvriers agricoles qui occupent les fundos mal ou insuffisamment exploités de la région en s'opposant, au besoin par la force, au démantèlement systématique des installations organisées par les latifundistes :

— Les « déplacements de clôture » organisés par les indiens Mapuches, qui récupèrent ainsi une partie de la terre de leurs ancêtres en déplaçant les limites des fundos appartenant aux grands propriétaires. Là aussi, l'action conduit à la formation d'une autodéfense collective et armée des-

tinée à protéger les conquêtes de la population indienne contre les exactions des latifundistes en mal de revanche.

Le ministre s'installe sur place

Que ce soient les « prises de terre » ou les « déplacements de clôture » réalisés en grande nombre depuis le mois de novembre, ils conduisent à une organisation collective de la culture des superficies récupérées, avec mise en commun du matériel agricole. Les indiens et les ouvriers agricoles, organisés dans le M.C.R. ou Movimiento des Campesinos Revolucionarios (paysans révolutionnaires) sont très sensibles à la propagande des militants d'extrême gauche (M.I.R., M.A.P.U., Parti socialiste) qui font pénétrer les thèmes socialistes d'organisation coopérative de la production et de la commercialisation.

Face à cette radicalisation des campagnes qui a vite trouvé son répondant dans d'autres régions du pays, comme les provinces de Valdivia et d'Orsono où se multiplient les « prises de fundos », l'attitude du gouvernement fut double : sur les problèmes spécifiquement paysans, c'est l'attentisme qui semble prédominer. Allende lui-même a demandé au début de janvier de ralentir les « prises de terre », et il est généralement obéi par les masses paysannes auprès desquelles il bénéficie d'une grande popularité, ceci d'autant plus que le M.I.R. acceptait cette position de l'U.P. Dans le même temps, le ministre de l'Agriculture Jacques Chonchol s'installait pour deux mois dans la province de Cautin afin de résoudre les problèmes concrets : pour le moment, il s'est contenté d'annoncer l'expropriation de la plupart des fundos et terrains occupés, tandis qu'il intervenait au jour le jour

Pour une théorie et une pratique révolutionnaires

Critique socialiste

REVUE THEORIQUE DU P.S.U.

Au sommaire du n° 3

J.-M. VINCENT

« Rapport d'orientation au conseil national de Rouen du P.S.U. »

Lucio LIBERTINI Raniero PANZIERI

« Sept thèses sur le contrôle ouvrier. »

Raniero PANZIERI

« Sur l'utilisation capitaliste des machines. »

Christian LEUCATE

« Développement national et luttes de classes - Algérie 70. »

Antoine RICHARD

« Pour un syndicalisme des travailleurs. »

Pierre GAUTIER

« Le salaire socialiste »

Prix du numéro : 5 F.

Abonnements (6 numéros) : France 24 F - Etranger 32 F.

Editions SYROS, 54 bd Garibaldi, Paris-15^e (C.C.P. 19.706.28).

SPECIMEN GRATUIT sur demande



pour diminuer la tension sociale. Le second plan de l'action gouvernementale a été constitué par la riposte à l'offensive politique de la bourgeoisie utilisant la situation paysanne comme cheval de bataille contre le gouvernement d'Allende.

Réaction sous différentes formes

En effet, la situation dans les campagnes polarise aujourd'hui la lutte des classes et domine son expression politique. Sur le terrain même, les grands propriétaires fonciers ne se laissent pas déposséder de leurs terres sans réagir : il s'est progressivement créé une organisation latifundiste de type politico-militaire, destinée à répondre aux « prises de terre » et aux « déplacements de clôture » ; les propriétaires de fundos et leurs familles s'arment de mitraillettes et d'explosifs, importés directement d'Argentine grâce aux avions privés, moyen de transport courant dans ces régions ; dans certains cas, ils résistent par la force aux paysans et aux indiens, ou bien tentent de reprendre « leurs lices » (plusieurs blessés ont été dénombrés à la suite de divers incidents). Par ailleurs, les grands propriétaires fonciers savent se servir de l'appareil judiciaire, dont la servilité à leur égard est héritée d'une longue tradition historico-sociale, pour ralentir les processus d'expropriation ou tenter de faire intervenir les autorités et la force publique à leur bénéfice.

Affrontement, jusqu'où ?

Surtout la résistance de la bourgeoisie agricole au processus révolutionnaire dans les campagnes a pris son tour le plus violent sur le terrain politique général : l'extrême droite, représentée par le parti national et une fraction de la démocratie chrétienne (dont de nombreux députés sont directement menacés dans leurs intérêts de classe de grands propriétaires fonciers), a mené une virulente campagne de presse et d'opposition parlementaire contre le gouvernement et les mouvements d'extrême gauche. De plus, il apparaît aujourd'hui clairement que les propriétaires fonciers, noyau dur de la bourgeoisie chilienne, sont décidés à utiliser la force, la rébellion ouverte ou l'appel à l'étranger pour faire échec au mouvement populaire chilien. Il a été révélé que des contacts avaient existé au niveau local entre latifundistes et officiers de l'armée ou des carabiniers ; quant au niveau national, l'extrême droite agraire (parti national et droite de démocratie chrétienne) apparaît largement compromise dans la conspiration contre le gouvernement d'U.P., dont un des épisodes fut l'assassinat du général Schneider. Ainsi, les latifundistes répondent par la violence à la radicalisation politique des masses chiliennes ; jusqu'où ira l'affrontement ? Cela dépend à la fois des modifications dans le rapport de forces politiques à l'intérieur de la bourgeoisie (montée de l'extrême droite et effritement rapide de l'aide réformiste), et aussi de la politique même du gouvernement Allende, car il faudra bien, un jour, que la politique attentiste, pour ne pas dire de compromis, cesse. Alors ?

COLONIES PORTUGAISES



D.R.

Répression

Rémy Grillault

Au cours des mois d'octobre et novembre 1969 commença une nouvelle vague d'arrestations de militants anticolonialistes, tant dans la métropole que dans les colonies ; elle se poursuit durant les premiers mois de 1970. En Angola, environ soixante-dix militants ont été arrêtés. Dans la plupart des cas, on ne connaît ni leur identité, ni le lieu de leur détention. Les familles n'ont droit à aucun type de renseignement. Seulement, deux des militants ont été jugés, les autres ont été déportés par simple « mesure administrative ». Trente-six étaient de jeunes étudiants de 20 à 25 ans, ils

furent déportés à partir du 28 avril 1970 dans les camps de concentration de Tarrafal (Cap Vert) et de S. Nicolau (en plein désert) pour une période de quinze à vingt ans. Dans les autres colonies, de nombreuses arrestations ont également eu lieu, sans qu'il soit possible d'en préciser le nombre.

A Lisbonne, à la même époque, la PIDE-D.G.S. (police politique) procéda à une série d'arrestations de militants anticolonialistes, accusés d'entretenir des relations avec le Mouvement Populaire de Libération d'Angola. Le 15 avril 1970, la PIDE annonçait

que neuf militants anticolonialistes avaient été mis à la disposition du tribunal criminel. Le 11 février dernier, le tribunal de Lisbonne jugeait ces neuf militants.

Ce procès peut affaiblir l'image de marque du régime. Les nationalistes angolais et portugais n'hésitent pas à le comparer au procès de Burgos. Si l'émotion dans l'opinion internationale est loin d'être aussi forte, il n'en reste pas moins vrai qu'au Portugal il provoque des troubles et des prises de conscience. A Coimbra, neuf mille étudiants se sont mis en grève pour protester contre le procès de Lisbonne. ➡

Une étape du mouvement populaire anti-colonial

Le peuple portugais prend chaque fois davantage conscience du caractère injuste et inhumain de la guerre coloniale menée par la bourgeoisie colonialiste portugaise, avec le soutien et la participation active (livraisons d'armes, experts militaires et investissements) des puissances impérialistes ayant à leur tête les U.S.A. Ainsi, le nombre des déserteurs qui abandonnent les rangs de l'armée colonialiste va en s'accroissant, même chez les officiers de carrière. On enregistre des cas toujours plus nombreux de soldats qui se rendent et fraternisent avec les héroïques combattants des armées nationalistes africaines.

Comment élargir ce mouvement anti-colonialiste :

En jetant les bases d'un combat idéologique contre le chauvinisme. Sans ce combat, la lutte contre la guerre et la solidarité avec les peuples des colonies ne pourrait jamais se développer. En transformant la guerre injuste que mène l'armée colonialiste en une guerre juste contre la bourgeoisie impérialiste et colonialiste portugaise. □

Guyane Sur la grève générale

Sans atteindre l'ampleur de la grève générale du 5 août 1970 (réussie à 99 %), celle du 19 janvier, moyennement suivie par les professions libérales, a eu un large écho auprès des travailleurs guyanais, comme en témoignent les chiffres suivants :

A Cayenne. — SIMAG : 100 % ; Centrale électrique : 93 % ; Secteur : 70 % ; Coca-Cola : 100 % ; Pideg : 100 % ; Bâtiment : 100 % ; Restaurateurs : 100 % ; SOCEA : 100 % ; Dockers : 100 %.

A St-Laurent. — Grève sur le tas à 100 % de la R.D.E.E.

A Kourou. — SEGUY : 95 % ; COMSIT : 95 % ; SODETEG : 10 % (les créches seulement, qui représentent 10 % du personnel).

Les commerçants de Cayenne, qui avaient d'abord fermé à 95 %, ont dû rapidement rouvrir leurs magasins sur les pressions de la préfecture, de la gendarmerie (colonel en personne) et de la police (chef de la Sûreté et commissaire central en personnes).

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Guadeloupe

Colonialisme, sucre et lutte de classes

Dominique Tomer

Le peuple guadeloupéen subit depuis trois siècles l'exploitation du colonialisme français ; ni le masque de « département d'outre-mer », ni le zèle des pantins locaux à la solde des capitalistes français ne peuvent changer la réalité de la situation en Guadeloupe.

La Guadeloupe est une colonie dont les trusts français pillent les richesses naturelles agricoles (canne à sucre, banane). Elle sert aussi de déversoir aux produits français : ceux-ci ne devant avoir aucune concurrence locale, le développement économique du pays est systématiquement étouffé.

Cette situation a comme conséquence la misère des masses travailleuses, le chômage d'environ 30 % de la population en âge de travailler, et une répression de plus en plus féroce pour maintenir la domination de l'impérialisme français.

Les ouvriers agricoles et les petits planteurs sont ceux qui subissent le plus durement l'exploitation coloniale.

Les ouvriers agricoles sont réduits de plus en plus au chômage par la mécanisation des cultures ; ceux qui ont encore du travail sont au chômage partiel pendant 8 mois de l'année (la récolte de la canne n'occupant que quelques mois de l'année). Enfin, ils perçoivent un salaire de misère pour des conditions de travail très pénibles.

Les petits planteurs cultivent les moins bonnes terres ; ils vendent leurs cannes à l'usine qui les paye d'après la teneur en sucre. Or, les petits planteurs n'ont aucun contrôle sur le calcul de cette teneur en sucre qui est fait par l'usine ; de plus, à part le sucre, les patrons des usines tirent des cannes d'autres produits qu'ils vendent ! La plupart du temps, une fois la récolte finie, il ne reste aux petits planteurs que des dettes à payer.

Mais les travailleurs agricoles de la canne à sucre en ont assez de se faire exploiter tandis que les syndicats en place, loin de les défendre, pratiquent une politique de collaboration de classes.

La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Guadeloupe (F.D.S.E.A.G.), qui est censée défendre les intérêts des petits planteurs, fait prélever les cotisations directement sur leurs fiches de paye, et si l'usine paie ce syndicat, c'est bien pour défendre les intérêts du capitalisme sucrier !

La direction de la Confédération générale des travailleurs guadeloupéens (C.G.T.G.), contrôlée par le P.C.G. (Parti communiste guadeloupéen) ne défend pas davantage les intérêts des ouvriers agricoles. Ainsi, au début de l'année, voyant le mécontentement des travailleurs, et sans demander leur avis, la C.G.T.G. s'empresse de signer avec le patronat un accord. Cet accord portait sur une augmentation dérisoire des salaires, et la C.G.T.G. voulait ainsi désamorcer le mouvement revendicatif qui s'annonçait sous la direction d'un nouveau syndicat : l'U.T.A. (l'Union des travailleurs agricoles).

En effet, les travailleurs agricoles ayant compris la nécessité de s'unir et de s'organiser au sein d'un syndicat qui défende leurs intérêts de classe, avaient alors formé l'U.T.A. Devant la morgue du patronat qui refuse d'entendre leurs revendications, en déclarant ce syndicat « non représentatif », les travailleurs agricoles, sous la direction de l'U.T.A., ont décidé de déclencher un mouvement de grève le 18 janvier 1971.

Parmi leurs revendications, ils demandent :

— Des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail pour les ouvriers agricoles ;

— La suppression du mode de paiement de la canne à la richesse sucrière et le rétablissement du paiement au poids, l'augmentation du prix de la tonne de canne pour les petits planteurs.

Ces mots d'ordre sont bientôt suivis avec enthousiasme et détermination par la grande majorité des travail-

leurs agricoles. Ils popularisent leur lutte sur l'ensemble du territoire par des tracts et des réunions, et ils décident de faire durer la grève aussi longtemps qu'il faudra pour faire céder les patrons.

C'est alors que l'autorité coloniale prend peur et essaie d'intimider : le préfet interdit qu'on parle de la grève à la radio et menace de « tout mettre en œuvre pour que soit respectée la liberté du travail ». Des forces armées importantes sont envoyées pour cerner les champs de canne... sans succès. Des travailleurs trompés et soudoyés par de fortes sommes d'argent sont amenés pour couper la canne, escortés d'impressionnantes troupes (gendarmes, C.R.S., légionnaires). Cette manœuvre échoue elle aussi. On arrête alors neuf membres de l'U.T.A. sous la menace des armes et on ne les relâche qu'au bout de 12 heures, tout ceci sans mandat d'arrêt et sans passage devant le tribunal, sinon quelques instants avant leur libération.

Toutes ces mesures de répression n'intimident pas les travailleurs déterminés à continuer leur mouvement.

La C.G.T.G., elle aussi, s'affole. Ses dirigeants portent la responsabilité d'une véritable trahison en publiant (avec la C.F.D.T.) un tract dénonçant la grève, les « groupuscules sans aucune représentativité dans le secteur canne » et « les provocateurs ». Mais le mouvement prend rapidement de l'ampleur, et la quasi-totalité des travailleurs est en grève. Les militants de base de la C.G.T.G. soutiennent cette grève par des collectes d'argent, des tracts de soutien de certaines sections syndicales (bâtiment entre autres...). Par contre, les dirigeants réformistes de la C.G.T.G. ne savent plus où donner de la tête, surtout à l'approche des élections municipales...

Au cours de ce combat, les travailleurs agricoles vérifient les leçons tirées des luttes antérieures :

1. Le gouvernement colonialiste français au service des grosses sociétés sucrières n'hésite pas, en cas de besoin, à employer massivement ses forces de répression armées.

2. Les dirigeants de la C.G.T.G. et les réformistes du P.C.G. sont toujours prêts à composer avec l'impérialisme français au dépens des intérêts du peuple guadeloupéen.

3. Les travailleurs peuvent lutter contre leurs ennemis et démasquer leurs faux amis s'ils sont unis, organisés et déterminés à combattre.

Au train où vont les choses, ils seront de plus en plus nombreux à se rendre compte que seule la lutte du peuple guadeloupéen pour son indépendance nationale, sous la direction des ouvriers et paysans pauvres unis et organisés au sein d'une avant-garde marxiste-léniniste peut changer le sort des masses.

Plus que jamais, les militants du P.S.U. et tous les autres militants révolutionnaires ont le devoir de soutenir et de populariser ces luttes et toutes celles qui se mènent dans les D.O.M. et T.O.M., dernières colonies de l'impérialisme français. □



La suite à la rentrée

Gérard Féran

15.000 lycéens dans la rue trois jours durant. Plus de soixante établissements en grève dans toute la région parisienne : les lycéens que l'on n'avait pratiquement pas revus sur le devant de la scène politique depuis Mai 68 viennent en l'espace d'une semaine d'infliger un cinglant démenti à tous ceux qui pensaient réussie la normalisation des lycées. Démenti au Pouvoir d'abord qui croyait pouvoir intimider les lycéens en interdisant toute manifestation et en quadrillant Paris : cela n'a pas empêché à chaque fois des cortèges de défilé au nez et à la barbe des C.R.S. et des brigades d'intervention ! Mais démenti aussi à tous ceux, à commencer par le P.C.F. et son « syndicat lycéen », l'U.N.C.A.L., qui ont tenté de canaliser et de limiter le mouvement au seul cas de Gilles Guiot, prétendant ainsi condamner les effets sans toucher aux causes et voulant désolidariser les lycéens des autres victimes des méthodes policières au premier rang desquelles figurait Richard Deshayes, défiguré par les brigades spéciales d'intervention. Après être partis de Buffon et s'être rendus jeudi soir en cortège **distinct** à la Bourse du Travail pour refuser de voir limiter leurs exigences, les lycéens ont montré le lendemain qu'ils n'entendaient pas attendre paisiblement en suivant leurs cours le verdict du procès Guiot : le « sit-

in » qui, de 11 h à 18 h, devait occuper le boulevard Saint-Michel a montré à la fois leur capacité de répondre massivement et pacifiquement au Pouvoir et leur volonté de venir exiger sur place la libération de Guiot et de tous ceux, tels Wattewille et Quaglio, qui ont été jugés et condamnés dans des conditions analogues.

Devant l'extension et le durcissement du mouvement on a vu des bonnes âmes de tout poil appuyées par la Presse crier à la « récupération » de l'action par les « groupes gauchistes ». Il est pour le moins amusant de remarquer que ces mêmes gens fort indignés de « ces atteintes à la spontanéité des lycéens » ne trouvaient rien à redire quand « Paris-Jour » et autres journaux du même genre, dont on connaît les sympathies pro-gouvernementales, versaient des larmes de crocodiles sur le cas de Gilles Guiot en faisant tout pour éviter l'extension du mouvement.

En réalité il est absurde de prétendre qu'il existe une masse lycéenne compacte, sage mais au cœur pur, se dressant comme un seul homme devant l'injustice et qui serait ensuite manipulée par des groupes extérieurs. Les lycéens sont au contraire divisés : divisés politiquement, divisés socialement, divisés par leur plus ou moins grande politisation. Aussi l'important aujourd'hui, n'est-il pas de

croire à une mythique unité lycéenne mais de constater qu'il y a eu déplacement des forces qui sont présentes dans les lycées par le biais d'une radicalisation politique qui, si elle reste fragile, n'en est pas moins réelle. De ce point de vue l'unité d'action de la plupart des courants d'extrême-gauche au cours des manifestations (mis à part l'A.J.S. qui s'est de bout en bout ridiculisée en tentant à chaque fois de prendre la tête d'un mouvement qu'elle avait dénoncé préalablement) a été un facteur important d'évolution politique pour nombre de lycéens.

Cette victoire importante ne doit cependant pas masquer les difficultés qui attendent la gauche lycéenne. On l'a bien vu déjà à **Censier** où, profitant des vacances pour faire le bilan de leur action et tenter de relancer le mouvement, les lycéens présents ont pu se rendre compte que la pente dangereuse qui a conduit à l'échec du mouvement étudiant pouvait bien devenir rapidement la peur. Pour l'éviter, deux objectifs doivent être réalisés : d'une part, une clarification dans l'analyse politique de ce que représentent aujourd'hui le milieu lycéen et plus généralement l'ensemble de la jeunesse est plus nécessaire que jamais. D'autre part il est urgent de comprendre que l'extrême-gau-



che finira par se disqualifier complètement si elle continue de cultiver à aussi haute dose le simplisme, la démagogie et le sectarisme — comme ce fut le cas au cours des Journées de Censier.

Sur le premier point les analyses dont nous disposons restent également insatisfaisantes. D'un côté on trouve ceux qui estiment possible de constituer un véritable syndicalisme lycéen sur des bases révolutionnaires. Ceux-là mettent l'accent sur le caractère spécifique du mouvement lycéen actuel.

La révolte de la jeunesse reste à bien des égards une révolte de la jeunesse bourgeoise et jusque dans ses tentatives de libération, elle demeure par son langage et son comportement étrangère à une majorité de jeunes travailleurs. De plus les conditions de la révolte ne conduisent pas forcément, par le simple biais d'une politisation à une potentialité révolutionnaire. Avoir réinventé la Fête et politisé la « Pop music » est une excellente chose à condition que l'on ne surestime pas à l'excès leur impor-

liser de façon permanente et homogène qu'il faille se priver de toute liaison nationale et régionale et se contenter comme nos camarades de la Ligue de former de temps en temps des comités de lutte qui n'ont d'autre vocation que de se transformer ensuite en comités Rouges.

Il est vrai que le **Centre de luttes lycéennes** constitué en septembre dernier n'a pas joué de rôle central au cours des événements. Ce fut dû pour une part à sa faiblesse, mais aussi à la volonté de ses militants de tout faire pour favoriser des regroupements unitaires, soit dans les comités de grève, soit en participant à la coordination lycéenne de Censier et en travaillant concrètement à relancer l'action à la rentrée. Mais si d'autres initiatives

unitaires n'apparaissent pas possibles par la suite, son existence continuera d'être nécessaire.

Pour conclure nous ferons une dernière remarque à la suite des différentes A.G. qui se sont tenues à Censier : Nous avons noté récemment l'effort de l'extrême-gauche pour sortir du gauchisme. Le moins que l'on puisse dire c'est que sur ce point la pratique reste en deçà de la théorie. Tant que l'on confondra la démocratie de masse avec les **bordels** incroyables auxquels nous avons participé, tant que l'on prétendra prendre des décisions à l'applaudimètre et que l'on tiendra pour des victoires politiques le fait d'empêcher tel ou tel groupe de parler, le gauchisme ne sera pas mort... et la Révolution pas près de se faire. □

Lundi	15	Premières grèves.
Mardi	16	Extension à la majorité des lycées de la région parisienne.
Mercredi	17	Manif à partir de Chaptal.
Jeudi	18	Semaine de grève-Sit-in lycées - Manif Bourse du Travail
Vendredi	19	Sit-in, Quartier Latin.
Samedi	20	} Censier
Lundi	22	
Mardi	23	

A l'opposé l'ensemble des courants maoïstes analysent les événements des derniers jours comme l'amorce d'une révolte globale de la jeunesse qui serait potentiellement révolutionnaire. Or dans leur rigidité ces deux types d'analyses échouent à rendre compte du phénomène actuel. Il est vrai que la lutte des lycéens a été marquée par leur révolte contre « le racisme anti-jeunes » comme on dit aujourd'hui, qu'elle a remis par là même en question le système social dans le mode de vie qu'il impose (interdits de toutes sortes, vestimentaires, sexuels, etc.) plus que dans son impossibilité à satisfaire des revendications proprement lycéennes. Il est vrai qu'à ce titre une liaison réelle avec les jeunes travailleurs a été ressentie et qu'elle s'est concrétisée dans des expériences de travail sur tout un arrondissement (cas du 15^e) ou en direction des C.E.T. Mais ceci ne suffit pas à situer de façon satisfaisante le rôle de la jeunesse dans le champ de la lutte des classes.

tance politique. Aussi croire comme certains de nos camarades, que sont aujourd'hui réunies les conditions permettant la création d'un Mouvement de la Jeunesse révolutionnaire nous paraît pour le moins prématuré. La division du travail avec toutes ses séquelles culturelles ne se surmonte pas aisément. On l'a vu à Censier où les C.E.T. et les lycées techniques ont préféré se réunir à part devant leur impossibilité à prendre la parole dans les A.G. communes. Toute liaison des lycéens avec les C.E.T., avec les jeunes travailleurs suppose d'abord que ces derniers acquièrent une autonomie relative et leurs propres capacités d'expression.

Dans ces conditions les tentatives entamées depuis le début de l'année scolaire de coordination des luttes lycéennes, et de coordination Inter-Technique ne doivent pas être abandonnées, sous prétexte d'un hypothétique mouvement de jeunesse révolutionnaire. De même ce n'est pas parce que le milieu lycéen ne peut se mobi-

L'Assemblée générale du conseil de parents d'élèves du lycée Charlemagne (fédération Cornec) réunie le 16-2-1971 :

- Constate l'aggravation des méthodes de répression policière contre les jeunes et en particulier contre les lycéens ; il ne peut accepter l'insécurité à laquelle sont soumis leurs enfants.

- S'élève avec force contre l'utilisation par les forces de l'ordre d'engins explosifs contre les manifestants : entre autres, le cas Richard Deshayes.

- Dénonce les conditions particulièrement odieuses dans lesquelles a été arrêté, jugé et condamné le jeune lycéen Gilles Guiot.

- Exprime sa solidarité totale avec les mouvements de protestation organisés par les lycéens.

- Appelle tous les professeurs et parents d'élèves à exprimer leur réprobation devant des méthodes policières endossées par le gouvernement et à participer nombreux à la manifestation du jeudi 18 février, à 18 heures, à la Bourse du Travail.

- Demande une relaxe pure et simple du jeune Guiot.

(Adoptée à l'unanimité)

Préparation du Congrès

1. La Commission nationale Entreprises, compte tenu des vœux exprimés par le Conseil national et de nombreuses Assemblées régionales, propose d'utiliser les premiers jours de mars pour rendre compte régionalement du programme d'action (en particulier, voir pratiquement comment la synthèse nationale peut éclairer les luttes dans chaque région). A l'occasion de ces premières réunions, il faudra aussi commencer le travail sur l'ébauche de texte fourni par la D.P.N.

2. La D.P.N. des 27 et 28 février est chargée de fournir les textes de départ sur le Conseil national. A cette occasion, les deux secteurs (Entreprises et Agriculture), avec des délégués de province, régleront le problème des

noyaux politiques ouvriers et paysans, chargés de réunir les assemblées.

3. Les Assemblées ouvriers et paysans auront lieu au plus tard les 24 et 25 avril 1971.

4. La synthèse nationale se fera selon les modalités retenues par le Conseil national les 1^{er} et 2 mai, de telle manière que les sections puissent en discuter dans les délais convenables.

Elections Municipales

Lundi 1^{er} mars à 20 heures 30

Grande salle de la Mutualité

(métro Maubert-Mutualité)

24, rue Saint-Victor

La fédération de Paris du P.S.U. et « Lutte Ouvrière » organisent une réunion publique de présentation des listes :

“ Paris aux travailleurs ”

Rectificatif

La réunion annoncée du C.L.L. (Centre de Luttes Lycéennes) n'aura pas lieu à l'endroit prévu. Se renseigner auprès des responsables.

Instructeurs en lutte

Albert Rousselles

Les instructeurs ont été recrutés de 1959 à 1961 pour la campagne de scolarisation en Algérie. Mais après l'indépendance, n'en ayant plus besoin, l'Etat a refusé de les intégrer dans l'E.N. comme instituteurs. Après une grève en 1968, ils ont obtenu un projet de décret les faisant passer en catégorie B, mais il n'a jamais été ratifié. Il en résulte que, depuis huit ans, malgré toutes les démarches entreprises, ils sont payés comme la catégorie C avec une prime. Cela les empêche de bénéficier des avancements, aussi bien de C que de B. Ils sont d'autre part employés comme bouche-trou de l'E.N. (instituteurs, surveillants, administratifs...). A l'origine, ils étaient 15.000, il n'en reste plus que 4.500, les autres ayant

pu se reconverter. Ils demandent à être intégrés dans une catégorie définie afin de pouvoir exercer un emploi stable et avoir des possibilités d'avancement. Le ministre fait la sourde oreille depuis 8 ans. Ils sont peu nombreux, dispersés, le S.N.I. a refusé leur rattachement en 63 (retour d'Algérie). Ils ont été obligés de créer un syndicat autonome. Ne pouvant avoir satisfaction, ils ont décidé de recourir à des moyens extrêmes : une grève de la faim par roulement, 17 instituteurs font une grève de la faim durant 10 jours, puis le relais est pris par 17 autres... Parmi les 17 premiers, l'un fait fonction de surveillant au C.E.S. de Tournus. Il a prévenu les sections syndicales S.N.E.S. et S.G.E.N.

La grève commence le lundi 8 février. Le soutien de tous les professeurs est obtenu le mardi en A.G. Un communiqué est envoyé à la presse locale, « le Monde », l'A.F.P. Les deux militants du P.C.F. n'ont pas la même attitude, l'un soutien et promet d'envoyer un article à « l'Huma Dimanche », l'autre déclare l'action gauchiste, sans intérêt...

Les délégations départementales du S.N.E.S. (R.S.) et du S.G.E.N. apportent leur soutien. Mercredi les délégués de classe (de la 6^e à la 3^e, c'est un C.E.S.) se réunissent sans prévenir personne et décident de soutenir (pétition et grève de soutien si nécessaire). Vendredi quelques clivages apparaissent parmi les professeurs au sujet de la

participation des élèves. Jusqu'à présent l'administration s'est abstenue de tout commentaire.

Nationalement, les revendications ont été acceptées par les pouvoirs publics (Malaud est député de Saône-et-Loire), refusées par le ministère de l'E.N. La délégation est reçue par les C.R.S...

Le pouvoir fait ainsi payer aux instituteurs dont il n'a plus besoin, le service qu'ils lui ont rendu en des temps difficiles. Pour faire face à une situation personnelle difficile, beaucoup de jeunes avaient accepté ce service. Ils ont pris conscience désormais qu'ils ont été joués et se retournent contre le pouvoir. C'est pourquoi leur lutte nous concerne.

Question écrite de Michel Rocard

En fin d'année scolaire 1970, le proviseur d'un lycée de Nantes a signifié aux familles de quatre élèves de classes terminales qu'il se refusait à les admettre dans son établissement à la rentrée de septembre, et cela bien que les professeurs composant le Conseil de classe se soient prononcés :

- pour leur redoublement en cas d'échec au baccalauréat ;
- pour l'admission de l'un d'entre eux en classe préparatoire aux grandes écoles, en cas de succès au baccalauréat.

Dans un rapport en date du 8 juillet 1970, à M. l'inspecteur d'Académie de la Loire-Atlantique, le proviseur de ce lycée a tenté de justifier cette décision :

- en invoquant le rôle qu'il attribue à ces élèves dans deux mouvements de protestation qui se sont déroulés dans ce lycée au cours de l'année scolaire écoulée, ce qui dénote une mentalité particulièrement rétrograde de ce chef d'établissement à une époque où nul ne conteste le droit de grève aux adolescents du même âge qui ont quitté l'école ;
- en prétendant en outre qu'un proviseur, en tant que membre du Conseil de classe, peut, pour des raisons d'ordre intérieur à l'établissement, mettre son veto au même titre

que n'importe quel autre membre de ce Conseil, à la réadmission d'un élève dans l'établissement.

Cette dernière affirmation implique :

— que le veto d'un seul membre du Conseil de classe est suffisant pour empêcher le redoublement d'un élève ;

— que le proviseur d'un établissement — pour des motifs qui devraient normalement relever de l'appréciation du Conseil de discipline — et en cas de demande d'exclusion définitive de la part de celui-ci, d'une décision rectorale — peut, sous couvert de sa participation aux Conseils de classe, se dispenser d'en référer à ces instances et prendre de son propre chef des sanctions d'une telle gravité.

M. Michel Rocard, député, demande à M. le ministre de l'Éducation nationale s'il approuve une telle violation des textes réglementaires, et dans la négative :

— quelles mesures il compte prendre pour rétablir dans leurs droits les élèves de ce lycée, qui subissent actuellement les conséquences des décisions illégales du proviseur de cet établissement ;

— quelles dispositions il envisage pour éviter le retour de semblables abus. □

contre le pouvoir patronal, organisons le contrôle ouvrier



81 rue Mademoiselle-Paris 15

A propos des maisons de jeunes

Nous avons reçu de la fédération régionale (région parisienne) des Maisons de Jeunes et de la Culture, la lettre suivante que nous publions bien volontiers. Avant de revenir la semaine prochaine sur les problèmes généraux qui concernent les M.J.C., nous nous contenterons de constater que l'apolitisme est une bien mauvaise façon de se défendre contre le pouvoir.

Monsieur le rédacteur en chef,

Suite à l'article de Monsieur Avede paru dans « Tribune Socialiste » du 14 janvier 1971 concernant les maisons des jeunes et de la culture, je me permets de vous demander de nous accorder le droit de réponse dans vos colonnes :

« Les maisons des jeunes et de la culture sont, vous n'êtes pas sans le savoir, ouvertes à « tous ». Le procès d'intention qui nous est fait est une attaque politique qui met en cause notre esprit de laïcité ouverte que nous ne pouvons tolérer. En effet, nous avons eu trop à souffrir de telles accusations venant de notre ministère de tutelle. Or, il apparaît que votre argumentation, loin de nous apporter un soutien, semble appuyer la politique gouvernementale de démantèlement de la fédération française des M.J.C. ce qui, pour le moins, est surprenant : de la part d'un parti qui se targue de défendre l'éducation permanente.

D'autre part, nous nous permettons de vous signaler que nos interventions ne sont pas « que formalistes » comme il est dit dans cet article.

Depuis la mise en place de la régionalisation imposée par notre ministère de tutelle, les bénévoles et les

permanents de toutes tendances se sont retrouvés dans le même combat : « La défense de l'éducation permanente ». Allons-nous maintenant devoir user nos forces en des polémiques stériles !...

Avant de conclure, nous attirons votre attention sur la différence fondamentale entre le P.S.U. et la fédération régionale des maisons des jeunes et de la culture de la région parisienne. Pour nous, la cogestion est le travail en commun des bénévoles et des permanents à la cause de l'association.

Quant au combat qui nous a opposés au Conseil de Paris, vous avez le droit de penser que « seule la maison des jeunes et de la culture de Jehan Rictus applique une stratégie cohérente qui mérite votre soutien ». Notre avis est plus nuancé. Nous pensons que chacune de nos associations a organisé avec notre soutien, sa défense en fonction de son cas particulier.

Nous profitons de cette mise au point pour dire clairement notre opposition à la convention imposée par le Conseil de Paris et contraire, en tous points, à l'esprit même de nos statuts. »

Je vous prie d'agréer, Monsieur le rédacteur en chef, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le manche de pioche dans la manifestation

Comparaisant devant la 7^e chambre correctionnelle pour flagrant délit un jeune gauchiste a été condamné à quatre mois de prison, dont trois assortis du sursis.

Le prévenu, un étudiant de médecine, Dominique Blondeau, a pratiquement reconnu les faits à l'audience. Il avait frappé la veille avec un manche de pioche, le commissaire de police qui l'appréhendait, au cours de « manifestations » sur la Canebière.

« Coincé à l'angle de la rue Sénec, j'ai senti que l'on me ceinturait par derrière. Je ne me suis pas rendu compte de ce qui s'est passé », dit l'étudiant, qui déclare en outre être membre du P.S.U. et avoir voulu « politiquement » apporter sa solidarité au Secours Rouge qui avait, paraît-il, rassemblé une centaine d'étudiants, alors que les forces de police étaient bien supérieures en nombre.

« Lorsqu'on manifeste politiquement on ne le fait pas avec des manches de pioche », observe le président qui ajoute : « Vous dites ne vous être rendu compte de rien, mais vous avez atteint le commissaire à la tête et vous n'avez plus frappé, parce qu'il vous ceinturait... »

Auparavant Dominique Blondeau avait déclaré s'être trouvé rue Senec

avec un groupe aux membres duquel on avait alors remis les manches de pioches portant un petit drapeau rouge.

Le président : « Pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous dissimulez votre visage sous un mouchoir au moment de l'échauffourée ?

Blondeau : « Je ne voulais pas être photographié... »

Singulière conception pour un manifestant, notons-le au passage.

En fait, on se trouve une fois de plus devant la provocation gauchiste gratuite, stupide, et ne servant à rien, sinon à irriter à juste titre l'opinion publique et en définitive à faire le jeu du pouvoir qui brandit les actes d'aussi brillants « révolutionnaires » comme autant d'épouvantails pour sa propagande, autant de justifications pour la répression qu'il généralise actuellement d'inquiétante manière sous les prétextes les plus divers contre les démocrates.

La mécanique provocation - sanction a de nouveau joué hier. Après l'audition du commissaire et de deux policiers, le tribunal a infligé au gauchiste la peine mentionnée plus haut.

(Extrait de « La Marseillaise » du 19 février 1971.)

Résolution de la Commission Nationale des Conflits

La C.N.C. réunie le 21 février 1971 au siège du parti.

Appelée à statuer sur la plainte du bureau national contre Louis Pointier, candidat « à titre personnel » aux élections municipales des 14 et 21 mars 1971 sur la liste « P.C.F. - P.S. - C.I.R. - parti radical » du Havre, acte de candidature effectué contre la décision de sa section, de sa fédération, de la commission régionale de contrôle et contre les décisions des instances nationales du parti : conseil national de Rouen, — juin 70 — et D.P.N. des 19 et 20 décembre 1971 « *rejetant toute participation à toute coalition incluant des représentants des forces centristes ou radicales* ».

— Constatant que Louis Pointier s'est délibérément mis en infraction avec les décisions des diverses instances du parti ;

— la C.N.C. prononce à l'unanimité l'exclusion de Louis Pointier du P.S.U. ;

— cette sanction s'appliquera automatiquement à tout militant de la section du Havre qui appartiendrait ou parrainerait la liste précitée. □

● Par ailleurs la commission des conflits de la fédération du Val-d'Oise du P.S.U. a exclu du parti le 17 février 1971 les camarades Frenal, Dutheil, Pietri, Perini, pour avoir négocié par-dessus les autorités régulières de la section de Sarcelles un accord pour les élections municipales avec le P.C.F. et le P.S.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SYNDICAL EN FRANCE des origines à 1914

par René Garmy

Cet important ouvrage, dont le tirage était épuisé, fut un guide pour les travailleurs manuels et intellectuels s'intéressant à quelque titre au syndicalisme.

Devant les nombreuses demandes dont il était l'objet, René Garmy avait envisagé une réédition qu'il n'a pas eu la possibilité de mener à bien.

En hommage à sa mémoire, Madame Garmy a fait effectuer une réimpression maintenant disponible.

● En vente à la librairie de Tribune Socialiste

luttons culturelles

Sur l'autogestion

Jean Verger

Le livre de Daniel Chauvey et celui de Yvon Bourdet (1) abordent le problème de l'autogestion sous des angles très différents, mais complémentaires : Daniel Chauvey a choisi de concentrer sa démonstration sur le thème de l'autogestion comme forme d'organisation sociale possible, crédible, parce que inscrite dans les structures mêmes de l'entreprise capitaliste, dont il analyse minutieusement les rouages. Yvon Bourdet, de son côté, au lieu de partir du concret — l'entreprise — part d'une critique idéologique de la notion d'autorité et fait le chemin inverse de l'autogestion, seule forme d'organisation sociale qui réponde pleinement à la célèbre formule « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Mais si l'ouvrage de Daniel Chauvey est particulièrement original en ce sens que son analyse des rapports de production et des structures hiérarchiques dans l'entreprise donne à sa démonstration une dimension nouvelle, celui d'Yvon Bourdet, bien que posant les problèmes fondamentaux du socialisme, a un caractère trop ample qui l'amène à se perdre parfois dans les méandres de l'idéologie, dans certaines contradictions, et à conclure d'une façon très contestable.

L'autogestion n'est pas une utopie

Il ne peut y avoir d'autogestion (dans l'entreprise comme dans la société) que si est supprimée radicalement la séparation entre dirigeants et dirigés, entre exécutants et « exécutés » : au niveau de l'entreprise le principe hiérarchique sacro-saint doit être brisé, et remplacé par la démocratie directe, ou en tout cas la plus directe possible. Il est clair, en effet, qu'au niveau de la gestion de la société tout entière des délégations de pouvoirs devront être aménagées (conseils de producteurs, de communes, etc.). Mais au niveau de l'entreprise, et Daniel Chauvey le démontre très bien, les fonctions de commandement, depuis celles de la direction générale, jusqu'à celles du contremaître, qui sont fondées sur une rationalité étrangère aux travailleurs, peuvent être supprimées sans dommage — c'est d'ailleurs la seule voie qui permette de donner au mot « socialisme », son contenu, qui aille dans le sens de la désaliénation du travail.

Comment est-ce possible « techniquement » (il ne s'agit pas ici de la possibilité « politique ») ?

Il suffit comme le fait Daniel Chauvey d'analyser en détail les « compétences » qui fondent théoriquement ou pratiquement la notion de commandement dans l'entreprise. Deux types de compétences sont distingués : compétence décisionnelle et compétence technique. Dans une entreprise autogérée, la première a trait aux problèmes de gestion générale et d'organisation. Le collectif chargé de cette compétence, ne fait qu'accentuer les choix rationnels (rationnels par rapport à la finalité socialiste) définis en assemblées démocratiques, à l'aide des données fournies notamment par l'informatique mise à uservice de la rationalité humaine : le but de l'entreprise n'est pas à toute force et par n'importe quel moyen de produire aux moindres coûts, mais si possible d'y parvenir sans léser telle ou telle catégorie de travailleurs dans ses conditions de travail par exemple.

La compétence technique, c'est-à-dire le choix des moyens techniques par lesquels telle section de l'entreprise, tel atelier, tel groupe de travail obtiendra un résultat donné, est laissée directement à la charge des travailleurs : dans un tel système le contremaître ou le contrôleur des temps n'a plus sa place.

Dans les grandes entreprises, la démocratie directe (assemblées générales de travailleurs) ne pourra évidemment pas être la règle. Daniel Chauvey met en avant la notion de « démocratie directe décentralisée » qui lui semble plus correcte que la notion de « démocratie représentative » qui comporte une « délégation de pouvoirs » pouvant contenir en germe le retour au concept de commandement. Pour éviter ce danger il met en avant la notion de destitution (révocabilité) des délégués, et celle de rotation permanente qui permettra à chaque travailleur d'apprendre l'autogestion dans la pratique.

On peut évidemment regretter que Daniel Chauvey se soit montré très laconique sur les rapports de l'entreprise autogérée avec l'extérieur, dans le cadre notamment d'une véritable planification socialiste et démocratique. Mais au fond si l'autogestion est réalisable dans l'entreprise et notamment dans la grande entreprise capitaliste, elle l'est aussi par nature au niveau social global, et son propos n'était pas de nous tracer même à grands traits un tableau ou un organigramme de la société autogérée.

Reste le problème des moyens politiques : dans une post-face discrète, Daniel Chauvey explique que

l'autogestion démarrera après un certain « seuil », un point de non retour en quelque sorte, qui pourrait par exemple être « la venue durable au pouvoir d'un gouvernement de toute la gauche sans discrimination aucune ». Optique très réformiste, qui lie à d'autres moments à des conceptions très « syndicalistes », enlève du mordant à ce livre pourtant passionnant.

La théorie politique de l'autogestion

Yvon Bourdet lui, essaye de répondre à la question précédente, en révolutionnaire, mais à sa manière.

Il s'attache à définir le contenu théorique de l'autogestion, en partant de Marx, en rejetant dans la poubelle de l'histoire le léninisme et son corollaire « le centralisme démocratique », et en reliant finalement le but — l'autogestion — à son moyen, la spontanéité révolutionnaire, celle qui s'est exprimée à certaines périodes de crises révolutionnaires (1871-1905-1917-1968) par l'apparition éphémère de structures démocratiques directes.

Ce livre brillant, étayé d'une solide bibliographie, parfois difficile, aborde donc les problèmes fondamentaux. Il mériterait une analyse plus approfondie que celle que nous esquisserons ici, et rejoint dans l'un de ses chapitres (chapitre IV, les contradictions de l'autogestion) l'analyse de Daniel Chauvey, en mettant l'accent particulièrement sur les gaspillages et la non rationalité de l'entreprise capitaliste ou « capitaliste d'Etat ». Nous nous bornerons ici à mettre l'accent sur une contradiction fondamentale dans laquelle Yvon Bourdet nous semble être tombé : dans son chapitre II (Autogestion et spontanéité) il réfute les théories de Lénine exposées dans « Que faire », sur le rôle de l'avant-garde « consciente » et sur cette théorie révolutionnaire « apportée de l'extérieur » (de quel extérieur ? dit-il) au prolétariat. Supposons que la critique soit fondée : la notion de parti ou de partis d'avant-garde est mise à la trappe, le problème est donc de savoir si une révolution ouvrière, autogestionnaire et « spontanée » est possible.

Yvon Bourdet, dans les chapitres où il attaque « Que faire » et le « centralisme démocratique » se garde bien d'émettre des propositions. Il préfère réfuter.

Cependant, dans une théorie politique de l'autogestion il faut bien conclure sur le problème de la révolution, et trouver la ou les classes qui la feront : nous arrivons alors au dernier chapitre de ce livre, et voyons avec intérêt qu'une des forces révolutionnaires importantes sur lesquelles on doit miser est représentée par cette intelligentsia (intellectuels et étudiants) dont le désespoir est « au-

delà et non en-deçà de la société de consommation ». Et quelques lignes plus loin : « la libération ne viendra pas de l'extérieur, mais d'une métamorphose intérieure dans les secteurs les plus développés » (de la classe ouvrière).

D'où naît cette conscience « politique » tout à fait globale et radicale de « l'intelligentsia » ? Est-elle la conséquence des luttes révolutionnaires du prolétariat ? Mais l'auteur, montre quelques scepticismes sur les capacités révolutionnaires du prolétariat actuel, tout en espérant en jours meilleurs. Est-il si contradictoire pour un révolutionnaire de prôner l'autogestion sans accepter l'idée que la spontanéité des luttes, sans direction révolutionnaire, conduit inéluctablement soit à l'impasse, soit à l'échec ?

Le tort de Yvon Bourdet, est d'oublier dans sa théorie, le problème de l'Etat, et d'énoncer comme un fait allant de soi, que la révolution socialiste et l'autogestion, sans période de transition même réduite dans le temps — et



IVRES

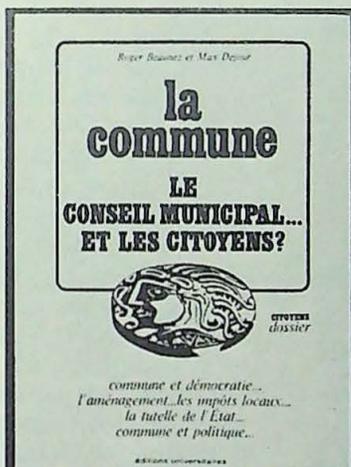
il faudra tout de même un certain temps — sont simultanés.

L'existence de l'Etat capitaliste appelle en effet entre la spontanéité et la révolution une médiation : celle de la direction révolutionnaire des luttes, qui au moins pendant la période de crise révolutionnaire, ne fonctionnera pas seulement comme simple « mandataire » du prolétariat mais aussi comme « direction ».

Si l'on refuse cette médiation, il ne reste plus que la théorie anarchiste classique comme perspective, c'est-à-dire l'objectif d'une révolution aboutissant immédiatement à la suppression de tout Etat, c'est-à-dire à l'instauration du communisme.

C'est la politique du tout ou rien, qui faisait ranger l'anarchisme, pour Lénine, dans le camp du réformisme : c'est le danger qui guette Yvon Bourdet s'il persiste dans ses prémisses théoriques ! □

(1) Daniel Chauvey, « Autogestion », Ed. Seuil, Yvon Bourdet, « La délivrance de Prométhée », Ed. Anthropos.



viennent de paraître :
R. Beunez et M. Dejour
LA COMMUNE, LE CONSEIL MUNICIPAL... ET LES CITOYENS ?
184 p. 8,70 F

G. Mathieu
VOCABULAIRE DE L'ECONOMIE
282 p. 19,95 F

R. de Caumont et M. Tessier
LES GROUPES D'ACTION MUNICIPALE
220 p. 8,70 F

COLLECTION CITOYENS

dans la même collection :
J. Dreze et J. Debelle
CONCEPTIONS DE L'UNIVERSITE 8,70 F
G. Mury
LA SOCIETE DE REPRESSION 14,50 F
P. Avril
LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE 14,50 F
Centre de Culture Ouvrière
LES TRAVAILLEURS ET L'ECONOMIE 8,70 F

paru dans la collection "Confronter" :
M. Cornaton
A LA RECHERCHE DU POUVOIR 5,75 F


éditions universitaires

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie - T.S. - 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

Troisième action de masse dans le Nord

De notre correspondant à Lille

Lundi 8 février à 17 heures, des militants du Secours Rouge s'installent dans le hall de la mairie de Lille. Nous informons le maire que nous occupons les lieux, trois d'entre nous s'appêtent à faire la grève de la faim.

Bien que les prisonniers politiques aient arrêté leur mouvement, le but poursuivi est :

— d'une part, l'obtention du statut politique pour les prisonniers politiques, ce qui a été refusé par Pleven ;

— la reconnaissance, à l'avenir, du statut de prisonnier politique pour tous les condamnés ayant agi par motivation politique.

Vers 18 heures, le maire Augustin Laurent (« socialiste ») se présente à nous accompagné de plusieurs de ses conseillers. Il s'informe, nous assure de son « soutien moral » mais s'indigne et proteste quand il nous voit déterminés à occuper sa mairie. Il tente alors, mais en vain, de nous convaincre de partir. Il s'instaure alors un curieux dialogue.

A. Laurent : « Mais enfin, pourquoi n'avoir pas choisi la préfecture ? » (sic).

Réponse : « M. Laurent, si nous avons choisi la mairie c'est aussi parce que vous êtes « socialiste ».

— Hm... Oui bien sûr, mais je suis maire avant tout.

Finalement après deux heures de pourparlers, comprenant qu'il lui faudrait appeler la police, que nous ne céderons pas, le maire accepte de nous prêter une salle municipale, la salle R. Salengro située sur la grand-place de Lille. L'endroit est rêvé : il y passe des milliers de personnes chaque jour. C'est donc là que nous nous installons vers 20 heures.

Un commissaire ivre de rage...

L'action ne prend réellement le départ que le lendemain (mardi 9). Une grande banderole « Secours Rouge » est apposée à l'intérieur ainsi que des affiches explicatives. Des militants distribuent des tracts sur le trottoir et invitent les gens à rentrer dans la salle. A l'intérieur des affiches informent sur les raisons et le sens du mouvement et des camarades donnent des explications.

C'est au cours de cette journée principalement que nous aurons affaire aux forces de police qui, à plusieurs reprises, se livreront à de véritables provocations. Leur but est clair : il y a une grève de

la faim qui se poursuit, il s'agit d'empêcher à tout prix que ça se sache.

Par ailleurs si des militants tombent dans le piège de répondre à la provocation, ce sera une excellente occasion d'embarquer tout le monde et, de cette façon, de faire cesser le mouvement.

A quatre reprises le même scénario se répète : deux ou trois cars de flics arrivent par surprise ; 50 à 100 flics en descendent, arrachent affiches et banderoles, embarquent des panneaux (appartenant à la municipalité). Tous ceux qui n'ont pas eu le temps de rentrer dans la salle y sont repoussés avec une brutalité incroyable. L'une des camarades faisant la grève de la faim, et qui avait le malheur de se trouver sur le trottoir, est jetée par terre et traînée par les cheveux. On n'a que le temps d'intervenir pour qu'elle ne soit pas embarquée.

Cinq camarades pourtant seront emmenés dont un gréviste, trois d'entre eux sont inculpés : un pour outrage à agent, les deux autres pour entrave à la circulation.

En dehors de ces interventions brutales, on a droit aussi aux manœuvres d'intimidation : un commissaire de police, ivre de rage, viendra nous signaler qu'il est « interdit de distribuer des tracts sur la voie publique » (sic).

...et des fascistes incendiaires

La police frise le ridicule lorsque de 17 à 19 heures (à l'heure où les gens affluent sur la place) elle place trois cars et un cordon de flics devant l'entrée de la salle pour nous empêcher de distribuer des tracts.

Pendant ce temps, les militants réfugiés à l'intérieur derrière les grilles continuent à informer la population à l'aide d'un mégaphone.

Au même moment à l'extérieur, des camarades multiplient les meetings pour expliquer à la population le sens du mouvement. Lorsque les flics s'en iront, des dizaines de personnes rentreront dans la salle pour s'informer.

Au cours de la nuit suivante, attaque de commandos fascistes d'« Ordre Nouveau ». De minuit à 3 heures, quatre attaques se succèdent (jets de pierres à travers les grilles). Des carreaux et des barreaux de la grille sont cassés ; le gardien est blessé.

Le gardien, responsable de la

salle téléphone à la police à trois reprises, celle-ci si prompte à intervenir pour arracher nos affiches, viendra trois heures plus tard quand tout sera fini ; et encore c'est parce que le gardien a appelé les pompiers, les fascistes ayant enflammé une banderole qu'ils ont jetée à l'intérieur.

Tout cela se fait sous l'œil bienveillant des Renseignements généraux, dont une voiture se trouve sur la place en permanence. Là encore la manœuvre est claire : devant l'échec de ses provocations et tentatives d'intimidation, la police a envoyé ses nervis fascistes. (Au cours de l'après-midi ils discutent avec les forces dites de l'ordre). Elle espère aussi qu'une bagarre se produira, ce qui lui permettra ensuite d'intervenir pour « rétablir l'ordre », embarquer tout le monde et, de cette façon, faire cesser le mouvement.

Mais personne ne tombera dans le piège : les militants respectent une stricte discipline et observent les consignes qui sont de n'intervenir qu'en cas d'invasion de la salle.

Le bilan

Le bilan de cette action est extrêmement positif pour le Secours Rouge du Nord. Pour la troisième fois, après le procès du « Tribunal Populaire de Lens » et la manif. sur Burgos, les forces révolutionnaires sont apparues de manière autonome et capables des actions de masse.

On peut donc considérer que cette action a été une réussite :

— au niveau de l'information : des milliers de tracts ont été distribués à la population de Lille sur la grand-place et dans les quartiers. Des centaines de personnes sont rentrées dans la salle pour s'informer et apporter leur soutien ;

— au niveau de la presse : toute la presse locale en a parlé sauf « Liberté » le journal du P.C. ;

— par ailleurs, la population a pu se rendre compte que nous n'étions ni des casseurs ni des voyous. Elle a pu aussi se rendre compte de la manière dont la police de Marcellin procède pour tenter d'étouffer la liberté d'expression. Ici encore elle a manifesté son soutien ;

— une réussite aussi pour le P.S.U. dont les membres ont affirmé leur présence militante pendant toute la durée de l'action tandis que, à l'université, l'U.N.E.F.-Renouveau et l'A.J.S., se disputaient